

MARDI 5 AVRIL 2016

"En route vers la dépression économique finale."

- = **Entre "plus dans l'histoire" et "passage en mode cataclysmique"...** (Patrick Reymond) p.1
- = **LE TEMPS QU'IL FAIT LE 1^{er} AVRIL 2016** – Retranscription (Paul Jorion) p.3
- = La fin des exponentielles (Benoit Thévard) p.5
- = Le "peak oil" serait dépassé: deuxième alerte ! (Benoit Thévard) p.12
- = Protégez votre capital, achetez de l'or avant qu'il n'atteigne 2000 dollars p.18
- = **Effondrement économique: Donald Trump commence à tirer la sonnette d'alarme et prédit une récession massive !** (Michael Snyder) p.20
- = **Chute au Japon, Kuroda prêt au suicide!** (Bruno Bertez) p.26
- = USA : La baisse des marges nous annonce une récession ... p.28
- = Avec les « Panama Papers », la presse n'a pas fini d'écluser les retombées d'un scandale planétaire (Philippe Béchade) p.30
- = La devise va avoir des problèmes... achetez de l'or (Bill Bonner) p.32
- = « Plus de conducteur à la SNCF, justice en faillite, les départements aussi... » (C. Sannat) p.35
- = Reprise économique : effondrement du commerce sino-taïwanais de 15,4 % ! (C. Sannat) p.38
- = Choisissez votre poison (Michel Santi) p.39
- = Crise du commerce mondial et actualité de la démondialisation p.40
- = Panama ou comment détourner l'attention de tout le reste ! (Bruno Bertez) p.51
- = Bourse de Tokyo: le Nikkei chute de 2,42% à la clôture p.52
- = Japon: la politique monétaire ne peut pas tout, dit le gouverneur de la Banque du Japon p.53
- = Pétrole: les exportations iraniennes ont dépassé les 2 millions de barils par jour p.55



Entre "plus dans l'histoire" et "passage en mode cataclysmique"...

Patrick Reymond 5 avril 2016

Jorion et Todd font des leurs. [Voir article suivant pour Paul Jorion.]

L'un vient de s'apercevoir du mode cataclysmique. L'autre justifie l'invasion de migrants.

En réalité, le mode panique et cataclysmique a été donné en 1865 par Jevons, et en 1972, par le club de Rome.

Le mode cataclysmique on y est. Mais, même moi qui le guette, je crois que je ne l'avais pas vu passer.

Avec le recul, l'accident de Lac Mégantic [une ville du Québec] était sans doute le signal. Une compagnie ferroviaire, dont le réseau était tourné vers le bois, obligé de passer au transport du pétrole. Comme les locos étaient plus ou moins entretenus à l'arrache, et au moindre coût, par une classe ouvrière décimée, une loco a pris feu, les pompiers l'ont éteint et ont commis une erreur. Ils ont arrêté la loco.

Le convoi, important, n'avait plus de frein, à cause de l'arrêt, il a dévalé la pente, et

a été pulvérisé lac Mégantic, dans une explosion visible de l'espace.

Dans l'histoire de l'énergie, les strates se superposent. Mais visiblement, aucune n'avait globalement baissé.

Le bois était plus consommé que jamais,
le charbon était plus consommé que jamais,
le pétrole était plus consommé que jamais,
le gaz était plus consommé que jamais,
l'uranium était plus consommé que jamais.

Bien sûr, à certains endroits, certaines consommations pouvaient baisser, mais globalement, depuis 1750, aucune n'avait amorcé une descente.

Lac Mégantic avait sans doute une signification, la consommation de bois baissait sur le continent nord américain, après celle de pétrole.

Puis, en 2015, c'est au tour du charbon de se sentir mal. Arch Coal, et Peabody en dépôt de bilan, ou qui le seront bientôt, avec une cinquantaine d'autre, et, en prime, une production qui avait baissé de 11 %, et semble baisser encore de 30 % en ce début d'année.

Bien entendu, la baisse mondiale de consommation de charbon, est aussi un signe fort. Du jamais vu. Sans doute, la consommation de bois est elle, aussi, en crise. Mais là, c'est difficilement appréciable. Et la tonne d'uranium s'effondre. Bonne pêche pour le nucléaire ? Même pas. Le charbon en nette baisse, n'a pas sauvé la production d'électricité par cette source d'énergie.

Todd, est complètement en dehors de la plaque. Le nombre d'immigrés n'a aucune espèce d'importance, sauf négative, très négative, si la quantité d'énergie disponible diminue. Et le monde, dont les élites ne se sont absolument pas préoccupés de la fin des énergies fossiles, sauf pour emmerder le renouvelable, empêcheur de danser en rond sur le fossile, base de toute cotation boursière, n'est absolument pas préparé à quoi que ce soit.

Sentiment d'injustice ? Avec l'enrichissement des 1 %, qui prennent 120 % de la richesse supplémentaire produite.

Je serais curieux de savoir ce que valent peabody et les charbonniers. Puis les pétroliers. Pour Pemex, Pétrobras, c'est zéro. Pour l'Arabie séoudite, c'est pas loin de zéro non plus...

La fin de l'URSS a démontré que la baisse de production entraînait l'effondrement politique, et que l'effondrement politique, entraînait l'effondrement de la

production.

Il n'y a, à mon avis, pas d'autre issue que l'effondrement politique. Il est déjà palpable aux USA, avec les cavalcades de Trump et de Sanders.

8 millions de chômeurs officiels aux USA, 94 millions de non employés. Tout est dit. L'aristocratie, logiquement, doit être exterminée. Elle n'est plus justifiée, par ce qu'elle renvoie à la population, sinon des leçons de morales anti-racistes, de l'immigration, et de la cupidité sans fin.

Nécessaire l'immigration, avec 102 millions de personnes pouvant travailler, mais sans emploi ??? On rêve.

Le cours du charbon est passé de 200 \$ la tonne, il n'y a pas si longtemps, à 40 \$. Comment une industrie peut elle exister avec de tels soubresauts ???

Il n'y a simplement, aucun avenir là dedans, et si la production d'énergie baisse, la remise en question politique des aristocraties incompetentes, cupides et corrompues, mais bien verrouillées de tous côtés va commencer. Et la fin de l'URSS, ressemblera à une partie de campagne.

l'affaire des Panama papers est sortie ? Pas étonnant. S'il y a un pilote dans l'avion, il fera comme les empereurs romains. Il dépouillera, massacrera, anéantira les riches. Et pour cause, avec la baisse de production d'énergie, leurs avoirs ne vaudront plus rien. Et en politique, on apprend qu'il vaut mieux avoir l'air de piloter un mouvement de fond irrémédiable. Et puis, quand ils possèdent autant, ça devient vraiment plus intéressant de les mettre en slip, que les pauvres. Les pauvres, d'abord, c'est beaucoup, beaucoup, plus nombreux, et donc, plus dangereux.

Ils ont bien amassé ? Tant mieux pour eux. Visiblement, c'est un gros rien du tout.

Pendant ce temps là, monsieur Jorion, avec la baisse de production d'énergie, on risque d'assister à une réduction drastique de la population, et la fin de l'humanité n'est pas à prévoir. Elle risque simplement d'être plus près du milliard d'être humain, que des dix.

Quand aux robots, sans énergie, ça va être compliqué. [Enfin quelqu'un qui a la même opinion que moi sur la "robolution".]

LE TEMPS QU'IL FAIT LE 1^{er} AVRIL 2016 –

Retranscription

Paul Jorion 4 avril 2016



Retranscription de [Le temps qu'il fait le 1^{er} avril 2016](#). Merci à Cyril Touboulic !

Bonjour, nous sommes le vendredi 1^{er} avril 2016. Conditions acrobatiques dans une chambre d'hôtel, à Paris, parce que cet après-midi je participe au tournage d'un film sur l'emploi et le travail (un documentaire de la chaîne Arte). Dans ces conditions-là, je ne vais pas vous parler longuement de l'actualité. Je vais quand même vous parler un petit peu de mon actualité, c'est-à-dire de la réception de ce livre qui s'appelle *Le dernier qui s'en va éteint la lumière*, sous-titré : *Essai sur l'extinction de l'humanité*.

Et la nouvelle de la journée d'hier, c'était donc un compte-rendu par Monsieur Éric Zemmour dans les colonnes du Figaro. Malheureusement, ça n'a peut-être pas été vu énormément parce qu'il y avait une grève de l'impression du journal, et donc l'accès était limité à l'internet, mais bon, moi j'ai lu avec intérêt ce compte-rendu.

J'étais, je dois le dire, un petit peu inquiet quand j'ai vu qu'il y avait un compte-rendu par Monsieur Éric Zemmour : je l'ai entendu plusieurs fois, je l'ai vu à la télévision, je l'ai vu dans des conditions de débat où j'avais l'impression qu'il faisait un petit peu flèche de tout bois et utilisait des arguments qui n'étaient peut-être pas, je dirais, à la hauteur du sujet qui était abordé. Et là j'ai eu, je dois le dire, une excellente surprise : Monsieur Zemmour a pris au sérieux mon livre. Il n'est pas d'accord avec tout, il pose des questions, il dit qu'en particulier je ne prouve

pas qu'il y aura une extinction, ce qui est vrai : il y a d'autres livres qui sont consacrés à ça, vous pouvez regarder, pour ce qui est de l'environnement, lire les articles de Philippe Soubeyrand sur le blog, et il y a le livre de Servigne et Stevens sur la question de l'effondrement généralisé [*Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Le Seuil, 2015] – : mes livres sont consacrés – certains de mes livres précédents – sont consacrés à l'effondrement du système financier et économique, mais c'est vrai, dans ce livre-là, je tiens pour acquis de la part du lecteur qu'il sait qu'un effondrement est en train d'avoir lieu et qu'une possibilité associée à cet effondrement, c'est une extinction de l'humanité.

Mais donc, bonne surprise ! Parce que mes arguments sont pris au sérieux par quelqu'un que je pourrais considérer *a priori* comme sans doute un adversaire des idées que je défends, eh bien, il les prend au sérieux, les discute, m'oppose quelques objections mais qui sont des objections, je dirais, dans le cadre normal d'un débat.

Ce serait pas mal que j'aie l'occasion de discuter avec Monsieur Zemmour en face à face, en duo devant (sic) une télévision. Ça serait intéressant de confronter nos points de vue et de voir dans une « disputatio », au sens ancien du Moyen-Âge, comment les arguments pourraient convaincre ou non le public. Parce que si j'ai écrit ce livre, c'est parce que je considère qu'il est important d'alerter sur cette possibilité d'extinction, et en tout cas sur l'effondrement qui est en train d'avoir lieu. Tous les arguments méritent d'être mis sur la table, et d'être jugés par l'opinion publique.

Alors, j'espère qu'il y aura d'autres compte-rendu de ce type-là, j'espère que la presse continuera à faire comme ont déjà fait Messieurs Patrick Cohen, Frédéric Taddeï, et donc Monsieur Zemmour, et qu'on puisse discuter de ces questions qui ne sont pas simplement importantes mais qui, évidemment, sont essentielles : **est-ce qu'il y aura encore des êtres humains dans une centaine d'années à compter d'aujourd'hui ?**

Voilà, je n'en dis pas plus aujourd'hui, il me faut faire vite. J'espère que la semaine prochaine, je pourrai consacrer un peu plus temps à cette vidéo.

Voilà, en attendant, passez une bonne semaine. Voilà, au revoir !

La fin des exponentielles

13 Septembre 2011 , Rédigé par Benoît Thévard Publié

Les français sont au cœur d'une euphorie médiatico-énergétique suite à la découverte d'un gisement de pétrole conventionnel au large de la Guyane.

[Matthieu Auzanneau](#) pose, dans son blog, les bonnes questions au sujet de cette découverte.

Vous aurez constaté que mon blog met l'accent sur le manque à venir de pétrole. A l'échelle mondiale, les réserves prouvées sont évaluées à [1350 milliards de barils \(AIE, 2010\)](#). Dans ces circonstances, trouver 1 milliard de plus **ne change pas grand-chose** à la situation énergétique mondiale, même si cela va, indéniablement, **réduire un peu la facture française**. Je considère qu'avec la crise économique actuelle, le pic pétrolier est, à court terme, le **plus gros facteur de changement de paradigme**. Malgré cela, je suis catégorique : [il ne faut pas chercher à remplacer le pétrole](#), il faut apprendre à s'en passer.

La notion d'exponentielle

Une caractéristique de la fonction exponentielle, c'est qu'elle part de 0 (ou presque), puis elle devient de plus en plus verticale **pour tendre vers l'infini ... elle ne redescend pas !**

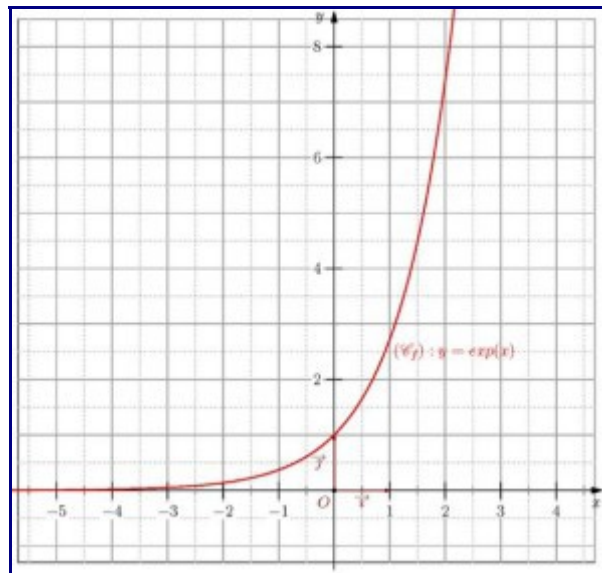


image: wikipédia

Depuis le début du 20ème siècle, de nombreux paramètres suivent une tendance exponentielle :

Le PIB mondial

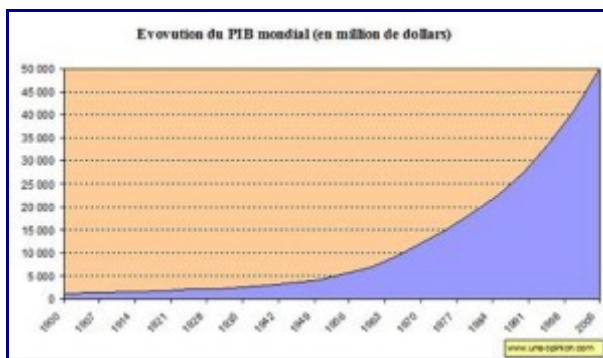
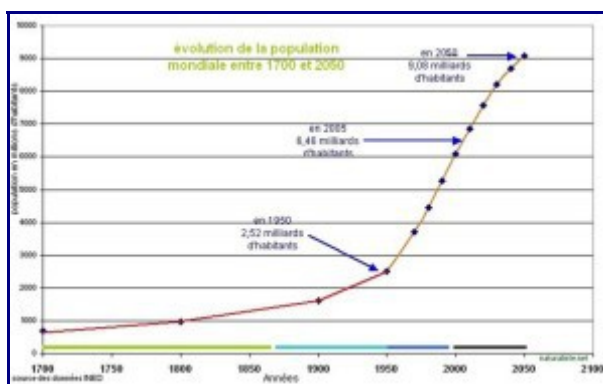


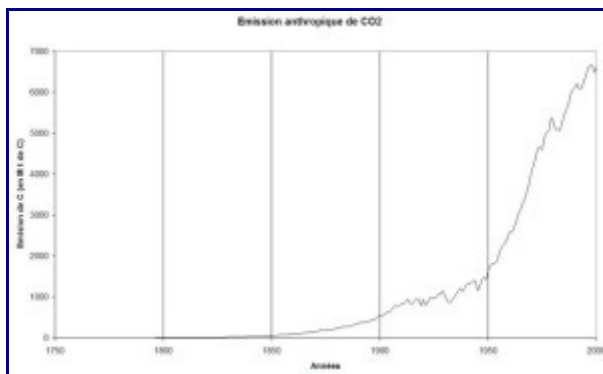
image: www.une-opinion.com

La population mondiale



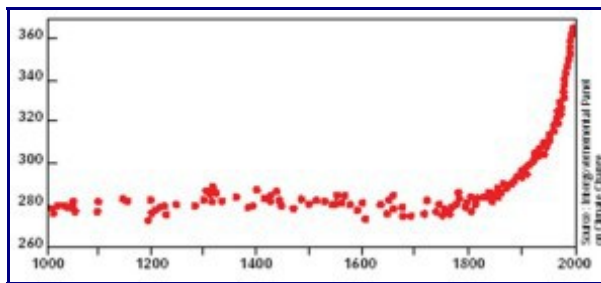
<http://www.ined.fr/>

Les émissions de CO2



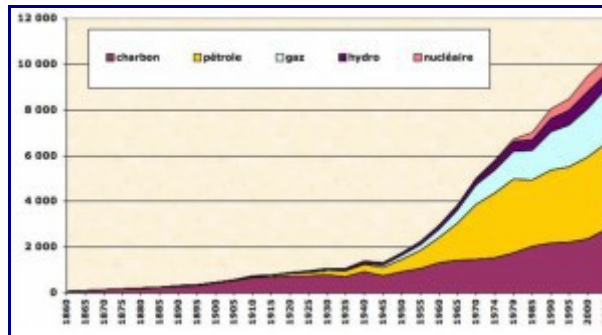
<http://accs.inrp.fr/>

La concentration de CO2



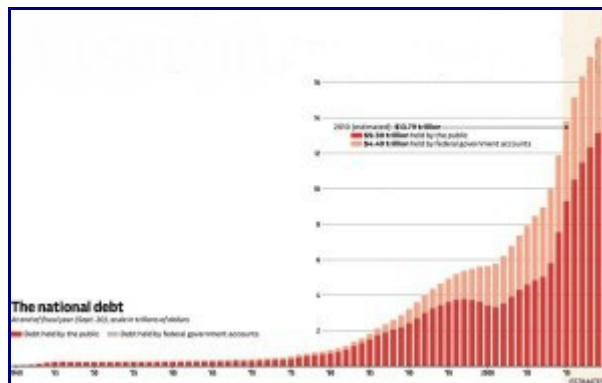
<http://www.alternatives-economiques.fr/>

La consommation d'énergie

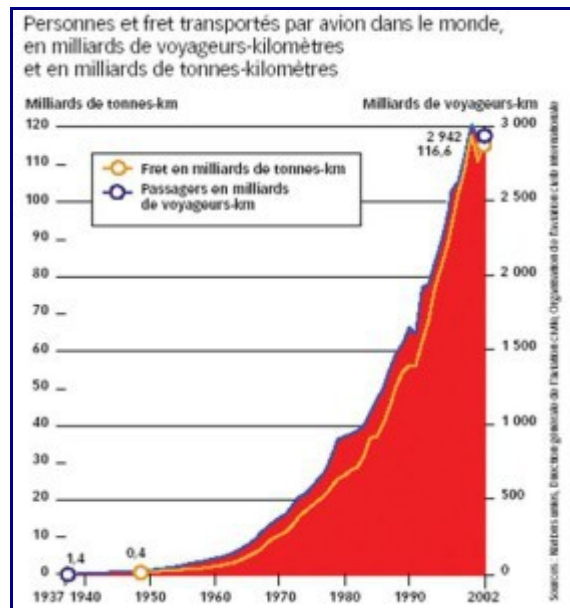


<http://www.manicore.com/>

La dette américaine



Le trafic aérien mondial



<http://www.alternatives-economiques.fr/>

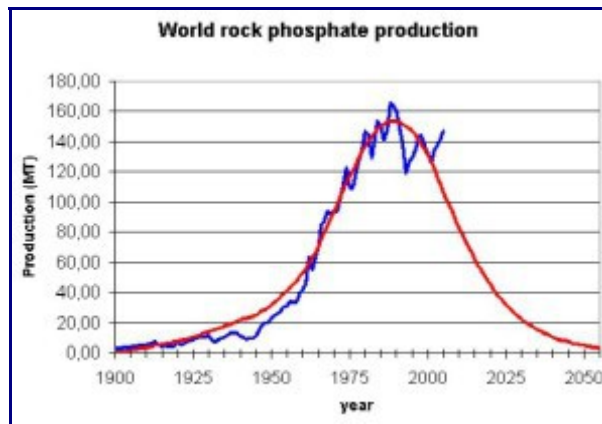
Notion de pic : la fin des exponentielles

Puisque nous sommes dans un monde aux ressources limitées, **il ne sera pas possible de continuer ainsi**. C'est une certitude et une évidence physique, mathématique, géologique, climatique, démographique, économique, énergétique ...

Toutes ces courbes, un jour ou l'autre, finissent par **heurter l'indisponibilité des ressources naturelles**. A ce moment là, il n'est physiquement plus possible de continuer à augmenter l'extraction, la consommation, la production ... Le maximum est atteint, **le pic est atteint**.

Pic de phosphate

Le phosphore est un élément **essentiel à la vie**. Le phosphore est un des trois éléments qui composent les engrais utilisés pour l'agriculture (N-P-K). Il se trouve généralement lié au phosphate que l'on extrait dans des mines et les quantités sont donc limitées. Or, d'après les [travaux de Patrick Déry](#), le pic serait déjà atteint.

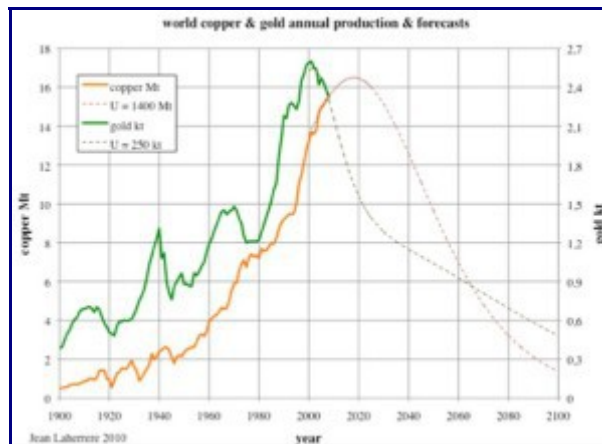


Pic de cuivre

Le cuivre est le premier métal utilisé par l'Homme (4500 ans avant JC). Ce matériau est très utilisé pour son **excellente conductivité électrique** (câblages électriques, processeurs, batteries...), mais également pour la **construction** (tuyauterie, couverture, les **transports** (réservoirs, hélices, composants électromécaniques ...), les machines-outils, les ustensiles de cuisine ou encore la monnaie comme l'Euro ! Par ailleurs, le cuivre entre dans la composition de **très nombreux alliages métalliques**.

Dans le domaine de l'énergie, il faut **170kg de cuivre pour 1 MW éolien** et **1600kg pour 1 Mwc de solaire photovoltaïque**. La disponibilité et le prix des matériaux est un **facteur déterminant** pour la production massive d'outils énergétiques.

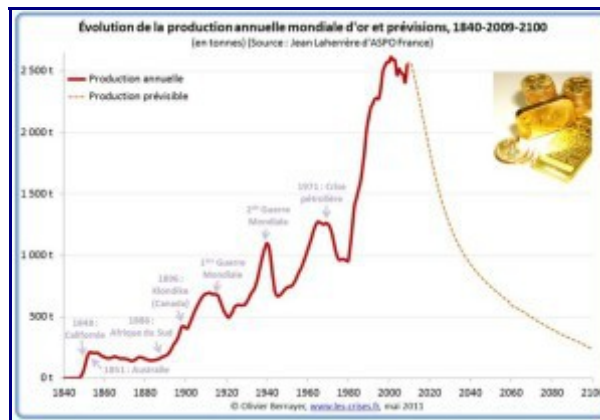
Vous pouvez voir sur le graphique suivant (courbe orange), proposé par Jean Laherrère, que nous devrions **atteindre le pic de cuivre vers 2020**.



Pic de l'or

Au-delà des utilisations en bijouterie (67%), en lingots et en pièces (29%), l'or est utilisé aussi pour son excellente conductivité électrique et son inaltérabilité dans des domaines comme la **médecine dentaire** ou **l'électronique** (14%).

Depuis les origines de l'humanité, environ 165.000 tonnes d'or ont été extraites, ce qui représente un cube de 20 mètres de côté. Il en resterait environ 50.000 tonnes dans les réserves et **le pic de production aurait été atteint en 2001**, selon Jean Laherrère.



La fin des exponentielles

Il ne servirait à rien de remplacer le pétrole car **toutes les ressources minérales et fossiles**, dont nous sommes actuellement dépendants, vont devenir rapidement de plus en plus rares et de plus en plus chères.

« *Pas très joyeux* » me direz-vous ?

C'est à chacun de se demander ce qui peut le rendre joyeux.

Personnellement, je ne suis pas triste de faire ces constats, **je suis juste réaliste**. Je n'essaie pas de donner une dimension infinie à un monde qui ne l'est pas. Ce qui pourrait m'inquiéter davantage, c'est ce **déni du système dans son ensemble** face à une situation évidente. Cette incapacité à admettre l'incontournable.

A l'inverse, ce qui me rend joyeux, c'est d'aller à la rencontre des habitants de ma ville pour **commencer la transition**, c'est de réfléchir à **ma résilience**

personnelle et à celle de mes voisins, de ma famille, c'est de construire du lien entre tous les acteurs du territoire et de sortir des cloisonnements habituels.

C'est la fin des exponentielles. Acceptons le changement et préparons l'avenir ... maintenant !

Le "peak oil" serait dépassé: deuxième alerte !

22 Octobre 2010 , Rédigé par Benoît Thévard Publié

C'est à Washington, les 7 et 8 octobre 2010, qu'a eu lieu la conférence annuelle sur le pic pétrolier organisée par l'ASPO-USA.

Après les affirmations de Luis de Sousa le 29 septembre 2010, l'ensemble des experts et scientifiques réunis ce jour-là pour la conférence semblent tous d'accord:

"Nous sommes confrontés à la fin du pétrole As We Know It (tel que nous le connaissions), les intervenants à la conférence de l'ASPO appellent le gouvernement à agir maintenant.

Après plus de 150 ans d'extraction du pétrole, la plupart des grands pays exportateurs de pétrole ont dépassé le pic de l'offre."

Voici donc **la première affirmation collective d'experts internationaux** qui indique que, malgré la hausse de production de certains pays et la découverte de nouveaux gisements, **la production mondiale de pétrole ne pourra plus augmenter.**

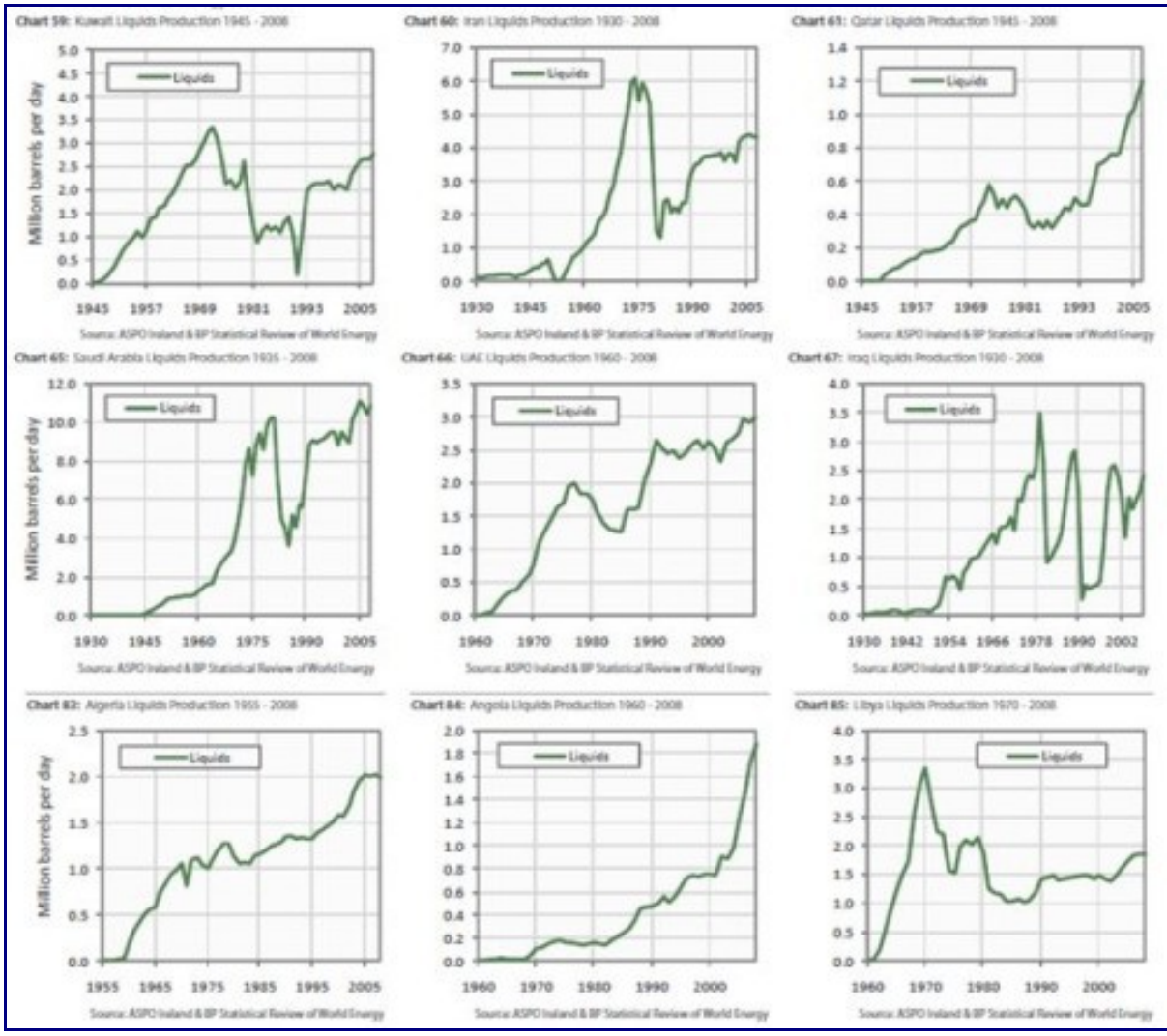
Il ne s'agit donc pas d'une personne isolée, mais bien d'un comité, ce qui devrait commencer à semer sérieusement le doute dans les esprits. Mais visiblement, ce type d'information doit être sans importance puisque **personne n'en parle.**

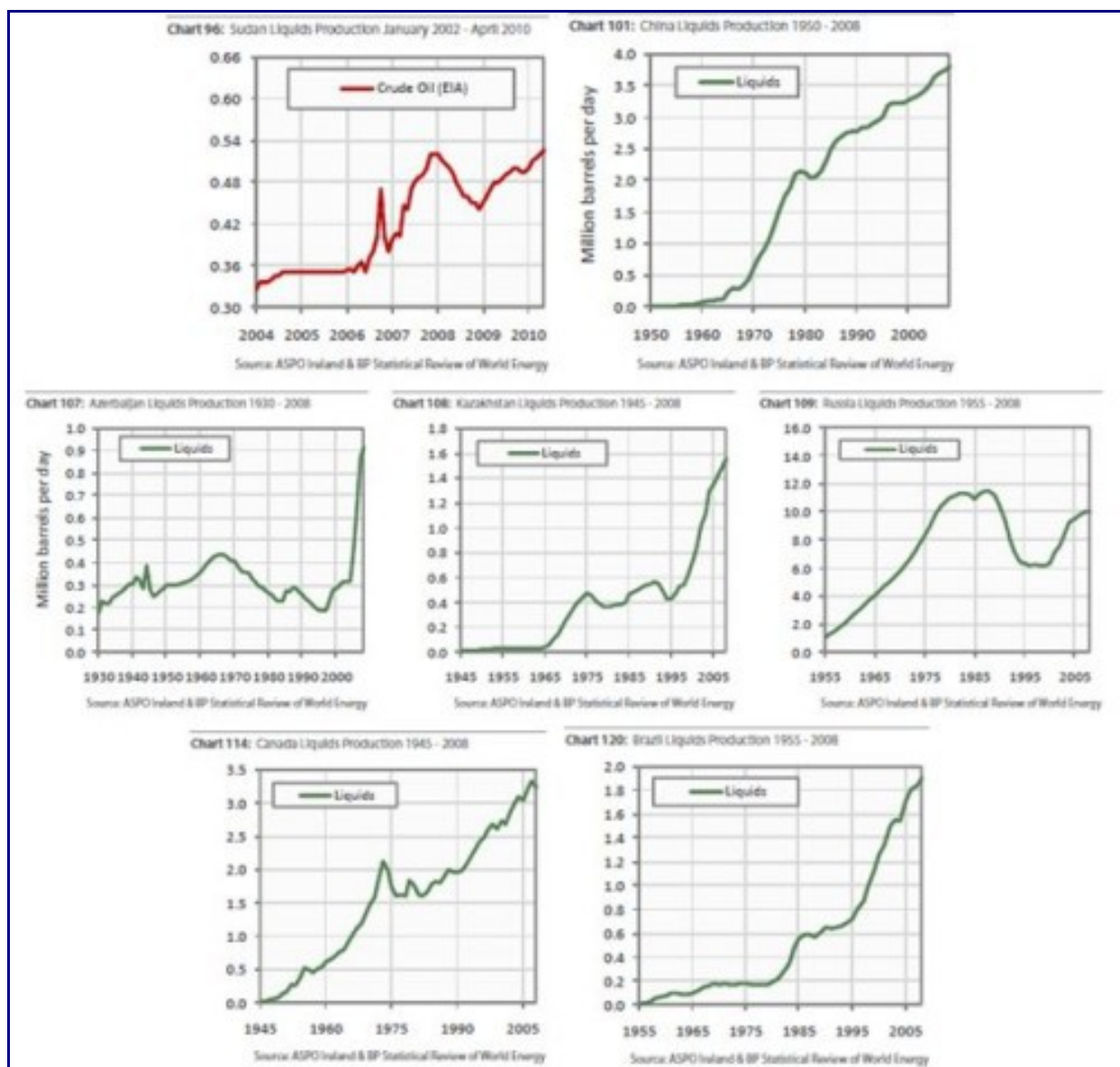
Je me suis donc livré à une petite analyse, assez simpliste, pour avoir une idée des ordres de grandeur. J'ai simplement regardé **quelle proportion** de la capacité de production mondiale était positionnée **sur des gisements en déplétion** (dont les possibilités d'extraction diminuent).

Remarque: Il ne s'agit pas d'un comparatif très précis car les données observées ne le sont pas toujours à des dates absolument identiques. L'objectif, ici, est bien d'avoir un ordre de grandeur.

Tout d'abord, voici les courbes de production des pays pour lesquels il n'est pas possible, en visualisant les courbes, de constater une diminution du rythme de

production:





Vous avez là les courbes de **16 pays producteurs** dont le plus important, l'Arabie Saoudite, et pour lesquels il n'est pas visuellement possible d'identifier une quelconque diminution de la capacité de production.

Tous ces pays produisent aujourd'hui, suivant les courbes, **un total d'environ 52 millions de barils par jour.**

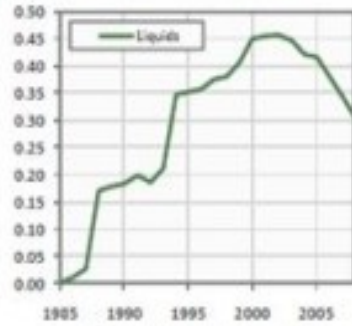
Regardons maintenant les pays dont les gisements semblent en déplétion (dont la courbe redescend ou forme un plateau prolongé):

Chart 71: Oman Liquids Production 1965 - 2008



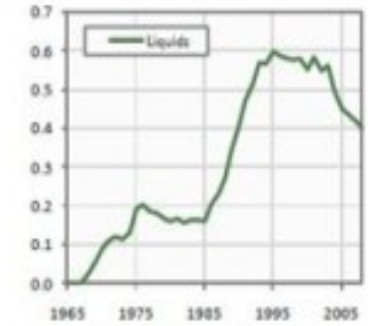
Source: ASPO Inland & BP Statistical Review of World Energy

Chart 72: Yemen Liquids Production 1985 - 2008



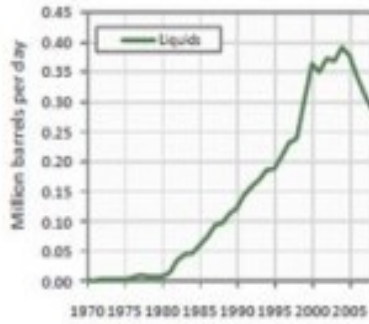
Source: ASPO Inland & BP Statistical Review of World Energy

Chart 73: Syria Liquids Production 1930 - 2008



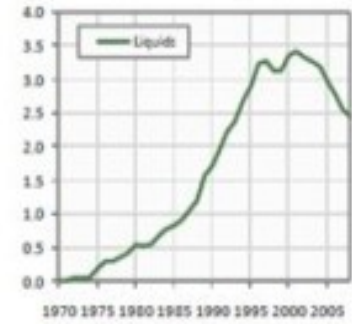
Source: ASPO Inland & BP Statistical Review of World Energy

Chart 77: Denmark Liquids Production 1970 - 2008



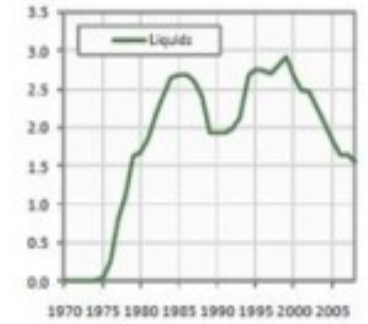
Source: ASPO Inland & BP Statistical Review of World Energy

Chart 78: Norway Liquids Production 1970 - 2008



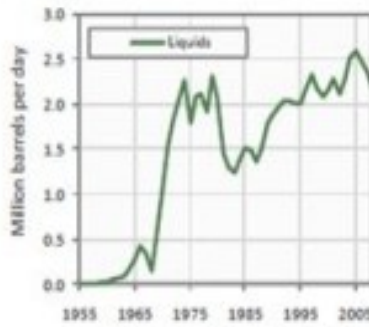
Source: ASPO Inland & BP Statistical Review of World Energy

Chart 79: UK Liquids Production 1970 - 2008



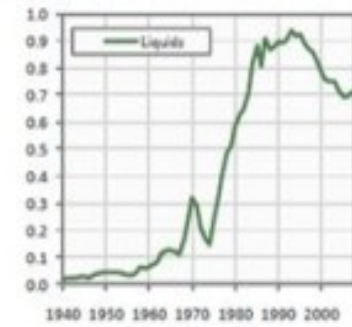
Source: ASPO Inland & BP Statistical Review of World Energy

Chart 88: Nigeria Liquids Production 1955 - 2008



Source: ASPO Inland & BP Statistical Review of World Energy

Chart 90: Egypt Liquids Production 1940 - 2008



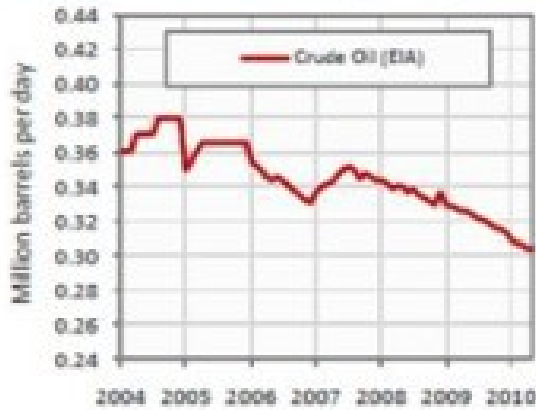
Source: ASPO Inland & BP Statistical Review of World Energy

Chart 91: Gabon Liquids Production 1955 - 2008



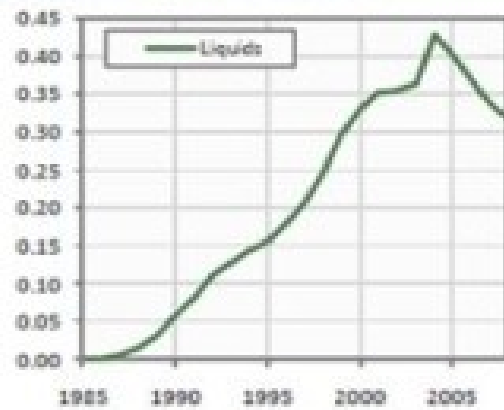
Source: ASPO Inland & BP Statistical Review of World Energy

Chart 95: Gq, Guinea Oil Production January 2004 - April 2010



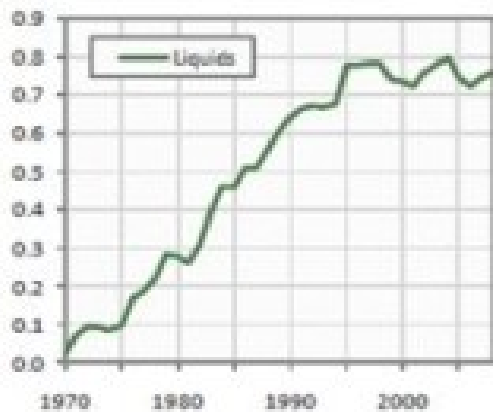
Source: ASPO Ireland & BP Statistical Review of World Energy

Chart 97: Vietnam Liquids Production 1985 - 2008



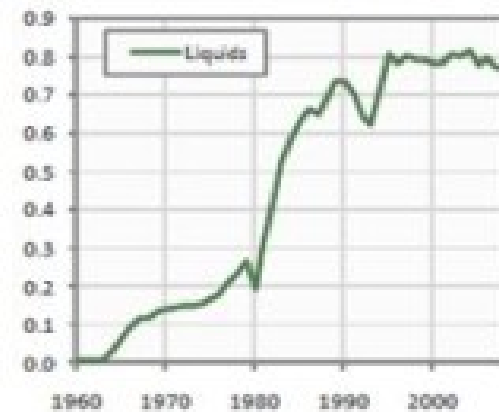
Source: ASPO Ireland & BP Statistical Review of World Energy

Chart 102: India Liquids Production 1960 - 2008



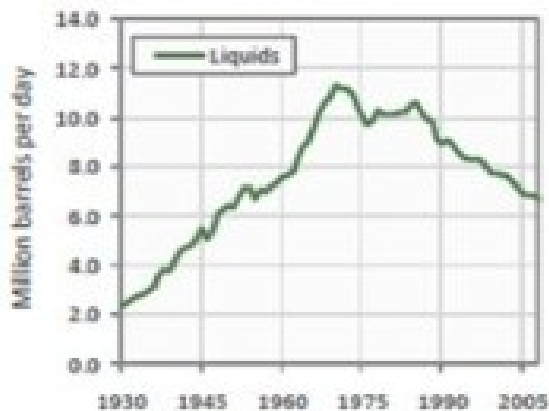
Source: ASPO Ireland & BP Statistical Review of World Energy

Chart 103: Malaysia Liquids Production 1955 - 2008



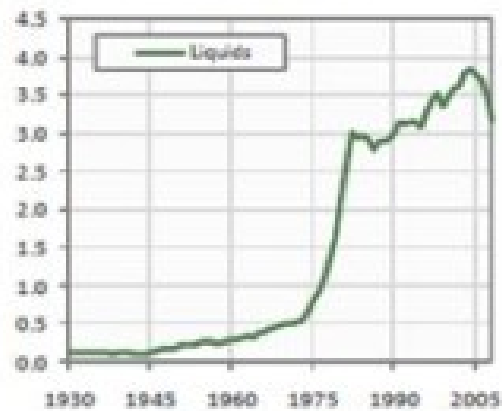
Source: ASPO Ireland & BP Statistical Review of World Energy

Chart 113: US Liquids Production 1930 - 2008

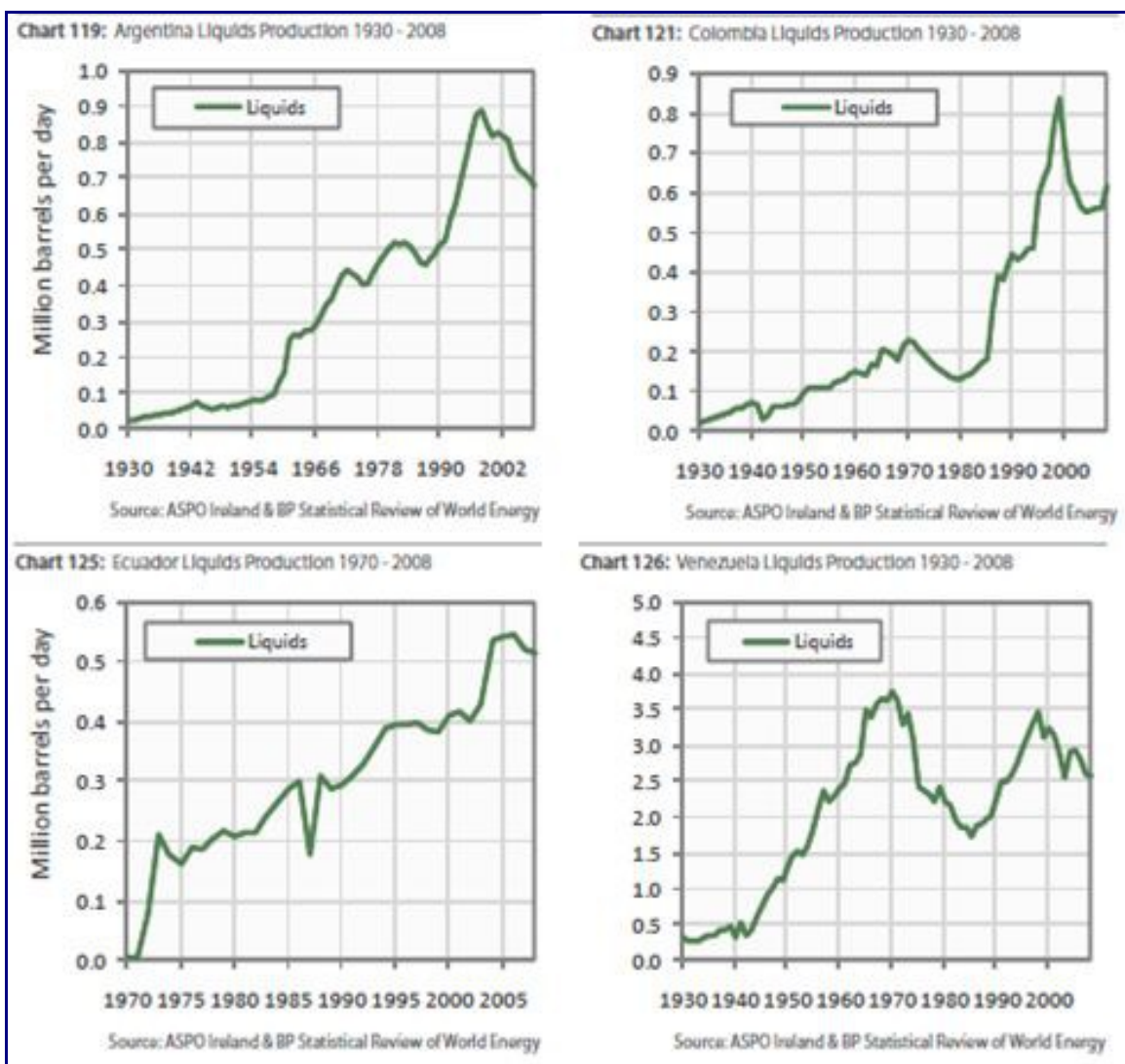


Source: ASPO Ireland & BP Statistical Review of World Energy

Chart 115: Mexico Liquids Production 1930 - 2008



Source: ASPO Ireland & BP Statistical Review of World Energy



Ce sont **19 pays** dont les courbes semblent présenter une diminution sensible de la production. Cela représente **un total d'environ 25 millions de barils par jour.**

Sans aller plus loin dans la technicité, je constate simplement par cette observation grossière, qu'**environ 1/3 de la capacité actuelle de production mondiale est située sur des gisements potentiellement en dépletion.**

Il n'est donc pas impossible que la hausse de production des autres pays ne suffise plus à compenser le déclin.

Restons attentifs aux prochains messages qui seront diffusés par les experts, mais surtout, n'attendons plus pour passer à l'action.

Mouvements des villes en transition, élus, citoyens de tous âges et de toutes catégories sociales, **transformons aujourd'hui notre mode de vie, améliorons notre résilience individuelle et collective !**

Protégez votre capital, achetez de l'or avant qu'il n'atteigne 2000 dollars



Egon von Greyerz
Matterhorn Asset Management

Publié le 05 avril 2016

L'or est pressé, et n'y a que peu de chances qu'il prenne le temps d'attendre que les investisseurs s'intéressent à lui aux prix actuels. Nous pourrions d'ici peu de temps le voir passer à 1.400 dollars, et s'il ne restait pas longtemps autour de ce niveau, son accélération pourrait se poursuivre jusqu'à son record précédent de 1.900 dollars.

Les mesures désespérées de la BCE

La BCE a confirmé être très inquiète de la situation économique européenne ainsi que de son système bancaire. Elle a réduit ses taux d'intérêt pour les porter à -0,4% et accru son programme d'assouplissement quantitatif (ou d'impression monétaire) au-delà des attentes des marchés. Et je suis certain que ce n'est là que le début d'une série d'opérations de stimulus destinées à « sauver l'Europe ». Mais peu importe le nombre de trillions d'euros que Draghi jettera aux banques en banqueroute et aux économies européennes, l'issue sera la même. Il n'est pas possible de résoudre un problème grâce aux moyens qui sont responsables de son apparition. Ajouter de la dette à une dette déjà excessive ne fera que rendre l'effondrement final plus important encore.

Mais la BCE n'est pas la seule banque à imprimer de l'argent. Toutes les banques centrales, comme la Fed, se joindront à la BCE et établiront des programmes d'assouplissement quantitatif et des taux d'intérêt négatifs jusqu'à ce que le monde coule dans un océan de monnaie sans valeur.

Analyse technique de l'or

Nombreux sont ceux qui aujourd'hui pensent que l'or est en marché baissier, notamment en raison des positions baissières des négociants commerciaux. La sagesse conventionnelle veut que les commerciaux n'aient jamais tort. Et pourtant, il y a de fortes chances que les commerciaux soient bientôt forcés d'abandonner leurs positions à découvert. Et lorsque cela se produira, l'or grimpera plus rapidement encore.

Au vu de ce qui se passe aujourd'hui, les facteurs fondamentaux et techniques de l'or sont désormais plus haussiers qu'ils ne l'ont été tout au long du marché

hausser qui a commencé en 1999. Depuis le début de l'année, l'or a gagné entre 20 et 25% dans une majorité des devises. Contre certaines des devises les plus faibles, il a grimpé davantage. Le prix de l'or en pesos argentins a gagné 40% en 2016 et 9.000 depuis le début du siècle. Des avancées plus importantes encore devraient se manifester, et le dollar ne devrait pas en être exclu. A mesure que les devises continueront de s'affaiblir, l'or accélèrera jusqu'à ce que nous atteignons une vague d'impression monétaire et d'hyperinflation sans précédent. Les gouvernements et banques centrales désespérés n'auront d'autre choix que de tenter encore une fois de sauver le monde en imprimant de l'argent. Ils échoueront, ce qui signifie qu'après l'épisode d'inflation, nous assisterons à une implosion d'une majorité des actifs, alimentée par les bulles sur le crédit et sur de nombreux secteurs du système financier.

Le ratio or : argent est haussier pour les métaux

Les indicateurs techniques conventionnels semblent légèrement surachetés sur le court terme pour ce qui concerne l'or et l'argent. Mais la prochaine hausse ne sera pas influencée par quoi que ce soit de normal. Elle surviendra plus rapidement que ce que quiconque pourrait envisager. Le ratio or : argent nous indique clairement que la véritable hausse des prix de l'or et de l'argent n'a pas encore commencé. Selon nos indicateurs de cycles, ce ratio aurait atteint un sommet en février 2016 avec 83,5. Cela signifie que le prix de l'or est 83,5 fois plus élevé que le prix de l'argent. Le ratio vient de compléter un sommet et est surachété selon les indicateurs hebdomadaires et mensuels. Il faudra attendre encore longtemps avant qu'il soit surachété. La prochaine étape majeure sera 30, son niveau de 2011, atteint alors que le prix de l'argent atteignait 50 dollars. Il devrait un jour retomber jusqu'à 15, son niveau de 1980.

Cela signifie que l'or et l'argent ne tarderont pas à flamber. L'argent partira en tête, et avancera deux fois plus vite que l'or. Je n'exclurai pas la possibilité de voir l'or atteindre 2.000 dollars et l'argent 50 dollars avant la fin de l'année. Mais de tels prix impliqueraient certainement des événements géopolitiques et financiers majeurs. Ceux qui ont suivi mes articles et mes interviews sauront que je perçois les risques du système financier comme étant sans précédent. Au sein d'un système fragile basé sur la dette, tout événement catalyseur pourrait causer des dommages irréparables et engendrer une réaction en chaîne qu'aucune banque centrale ne pourra arrêter.

L'or et l'argent en tant qu'assurance

L'or et l'argent physiques, stockés en-dehors du système bancaire, représentent

une opportunité unique d'assurer votre capital contre la destruction qui approche.

Effondrement économique: Donald Trump commence à tirer la sonnette d'alarme et prédit une récession massive !

Michael Snyder publié par: BusinessBourse Le 04 Avril 2016



Devinez ce que Donald Trump vient de dire ?

La semaine dernière, j'ai rédigé un article sur [Robert Kiyosaki et Harry Dent qui alertent sur une apocalypse financière imminente](#), mais je ne m'attendais pas à ce que Donald Trump sorte et dise exactement la même chose. Ce samedi 02 Avril 2016, [le Washington Post a publié une interview étonnante avec Donald Trump](#) durant laquelle il a déclaré froidement que nous nous dirigeons vers une "récession massive". Il a également averti que nous sommes actuellement dans une «bulle financière» et que «ce n'est vraiment pas le bon moment d'investir» sur les marchés actions. Ce sont des choses que vous avez l'habitude d'entendre ou de lire sur [The Economic Collapse Blog](#), mais de les entendre sortir de la bouche même du favori pour l'investiture républicaine, c'est tout autre chose.

Que vous envisagiez de voter ou non pour Donald Trump, lui au moins, tout le monde peut le comprendre puisqu'il ne parle pas comme un politicien. Il dit les choses telles qu'il les voit, et il a expliqué au [Washington Post](#) qu'il considère le taux de chômage officiel publié par l'administration Obama comme étant complètement frauduleux...



“Tout d’abord, le taux de chômage n’est pas de 5 % aux Etats-Unis. si vous prenez en compte les véritables chiffres, nous sommes probablement au delà des 20 %, selon Donald Trump. “Ce taux artificiel a été mathématiquement conçu pour que les politiciens – et, en particulier, les présidents – fassent bonne figure. Et je ne recevrais certainement pas toute cette foule massive lors de mes meetings si ce taux de chômage publié par le gouvernement était réellement de 5 % “.

Et avant de rejeter ce que j'avance, vous devriez peut-être prendre en compte également que la Réserve fédérale estime tellement inexact le taux de chômage publié par le gouvernement américain [qu'elle le calcule secrètement de son côté...](#)



Parce qu'elle se méfiait du taux de chômage livré par le département du travail américain, la Réserve fédérale américaine a commencé à calculer son propre taux de chômage il y a deux ans et en toute discrétion.

Et selon l'indicateur utilisé par la FED à savoir le LMCI pour "labor market conditions index", il montre que le taux de chômage était de 5,8 % pour le mois de Février aux Etats-Unis. Ce chiffre calculé par la FED est beaucoup plus élevé que le taux de chômage officiel de 4,9 % publié par le Département du Travail américain.

Bien sûr, si on utilisait les chiffres réels, le taux de chômage ne serait certainement pas à ce niveau. Selon John Williams qui gère le site [shadowstats.com](#), si l'on prend un indice qui permet une mesure plus large, le taux de chômage se situe actuellement à 22,9 %.

Et la semaine dernière, je montrais à mes lecteurs que [23% des américains sont au chômage durant leurs années les plus productives](#), et que les taux d'inactivité pour les hommes et les femmes aux Etats-Unis sont actuellement beaucoup plus élevés qu'ils ne l'étaient lors de la dernière récession .

Ainsi, lorsque Donald Trump explique que le taux de chômage est probablement supérieur à 20 %, j'estime qu'il a raison.

En outre, les choses sont sur le point de s'aggraver. Selon [Challenger, Gray & Christmas](#), les annonces de suppressions d'emplois faites par les grandes entreprises ont augmenté de 32 % au cours du premier trimestre 2016 par rapport

au premier trimestre 2015.

Lorsque les grandes entreprises se portent bien, elles ont tendance à embaucher plus de monde. Mais quand leurs bénéfices commencent à baisser, l'une des premières choses qu'elles ont tendance à faire, c'est de licencier les gens.

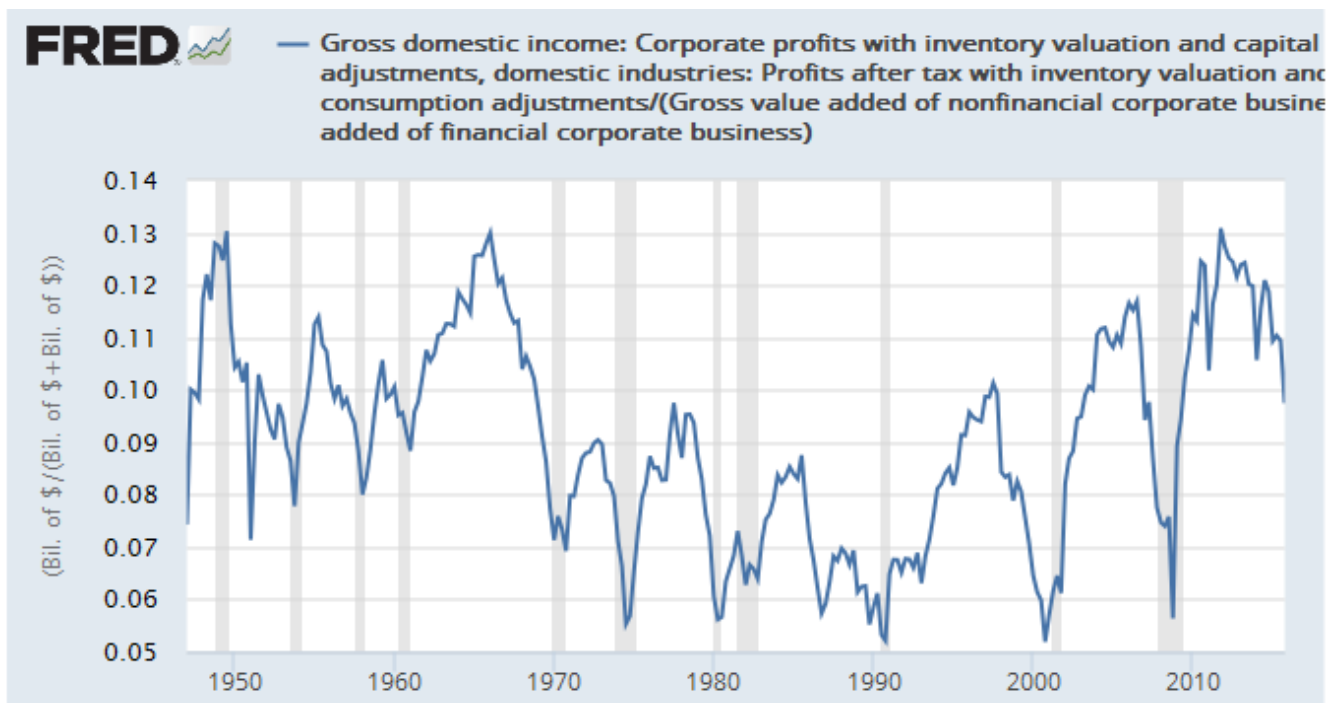
Malheureusement, c'est ce que nous commençons à voir actuellement. Selon [Wolf Richter](#), il est prévu que le bénéfice par action des sociétés pour le premier trimestre chute de 8,5 % par rapport au même moment de l'année précédente...



Même les analystes les plus optimistes viennent juste de jeter l'éponge sur ce trimestre. Ils s'attendent à ce que le bénéfice par action (BPA) des sociétés composant le S&P 500 plonge de 8,5% pour le premier trimestre par rapport à l'année précédente, selon FactSet.

Si on est dans ce cas après que les entreprises du S&P 500 aient déclaré leurs bénéfices hors éléments négatifs, ce serait la pire baisse du Bénéfice par action (BPA) depuis le 3^{ème} trimestre 2009 .

Ce serait également le quatrième trimestre consécutif de baisse des bénéfices par rapport à l'année précédente, un phénomène qui n'était pas arrivé depuis la grande récession entre le 4^{ème} trimestre 2008 et le 3^{ème} trimestre 2009 .



Par le passé, nous avons presque toujours vu les marges bénéficiaires des entreprises atteindre un sommet et ensuite commencer à baisser avant qu'une récession ne frappe. Le graphique ci-dessous provient de [Jesse Felder](#), et il montre que ce processus est arrivé avant quasiment chaque récession dans l'ère post-Second Guerre mondiale, et actuellement, cela se produit à nouveau...

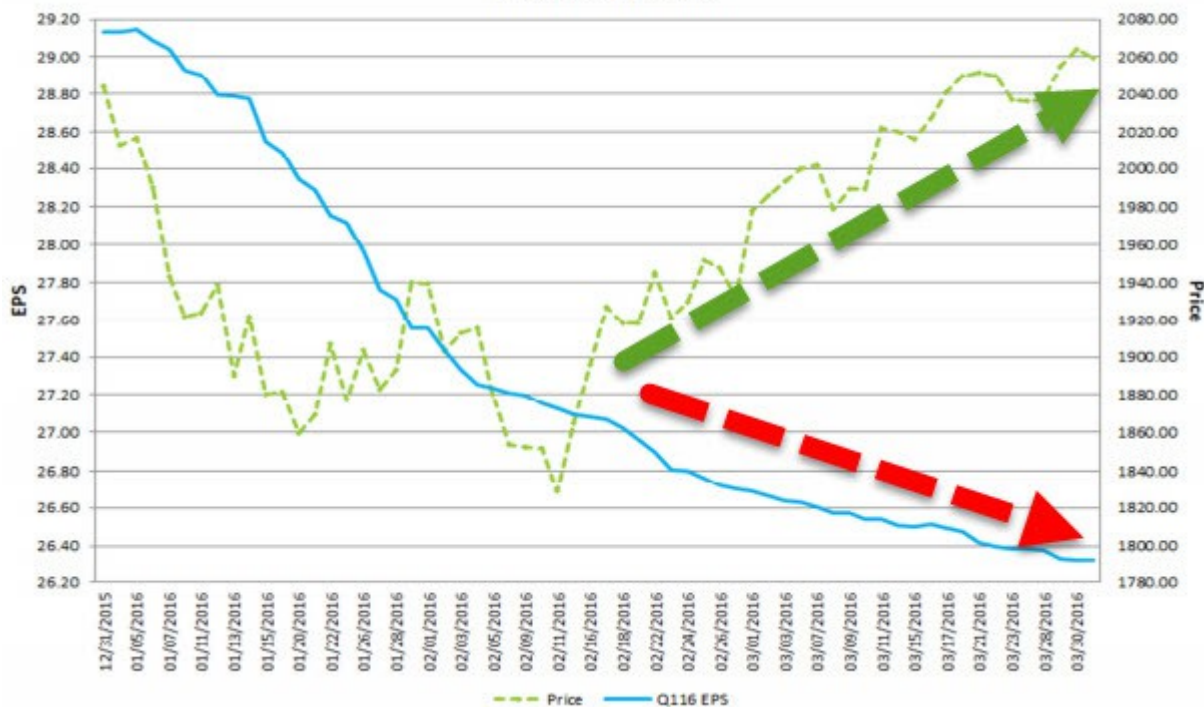
Pourquoi il n'y a pas plus de gens à voir cela?

Depuis des mois, j'ai signalé à mes lecteurs combien l'histoire se répète. Les mêmes événements qui ont eu lieu juste avant les récessions précédentes se produisent à nouveau, mais la plupart des gens refusent simplement de voir la réalité en face.

C'est absolument affolant, et c'est juste une preuve supplémentaire montrant combien notre société est devenue si médiocre.

Oui, les actions américaines ont sensiblement rebondi en Mars, mais cela ne repose absolument pas sur les fondamentaux économiques. Il suffit de regarder le graphique suivant qui provient du site [zerohedge](#). A un moment donné, le cours des actions et les bénéfices des entreprises commenceront à converger une fois de plus. Il n'y a tout simplement aucune raison que les marchés actions à travers le monde restent déconnectés de toute réalité économique indéfiniment...

S&P 500 Change in Q116 EPS vs. Change in Price
(Source: FactSet)



Ainsi, lorsque Donald Trump dit que nous sommes dans une «bulle financière» et qu’il ne faut absolument pas investir sur les marchés actions, j’estime qu’il a raison.

J’estime également que sa déclaration selon laquelle nous nous dirigeons vers une “récession massive” est tout à fait exacte, et le légendaire investisseur Jim Rogers est d’accord avec moi. En fait, il a récemment déclaré sur Bloomberg qu’il y a **“100 % de chance de voir l’économie américaine entrer en récession dans l’année”**.

Pour un investisseur légendaire, comme Jim, faire cette déclaration est plutôt audacieux. Et bien sûr, la plupart des familles américaines ont déjà l’impression de ressentir une période de ralentissement économique. C’est quelque chose que ma femme et moi-même avons évoqué lors de **notre dernière intervention vidéo**...



La vérité est que l'économie américaine n'est jamais vraiment revenue là où elle était juste avant la dernière récession, et maintenant la prochaine crise majeure arrive.

Mais cette nouvelle crise ne sera pas comme la dernière. Elle sera bien pire que tout ce que l'on peut dire, et ce qui va arriver mettra l'Amérique à genoux. C'est quelque chose que j'évoque dans [mon nouveau livre](#). L'effondrement économique qui se profile sera différent de tout ce que les gens n'ont jamais connu, et secouera le cœur même de l'Amérique.

Alors profitez des jours restants de tranquillité en Amérique tant que vous le pouvez encore.

Beaucoup de gens utilisent ce temps pour faire la fête, mais si vous êtes sage, utilisez-le à vous préparer.

Source: [theeconomiccollapseblog](#)

Les dépêches, chute au Japon, Kuroda prêt au suicide!

Bruno Bertez 5 avril 2016

Le laminage des classes moyennes continue et accélère!

La technique est toujours la même: on met en avant des fausses causes, on met en scène le catastrophisme, on fait peur et ensuite, on dit nous allons vous sauver. Le peuple n'a aucun merci à dire à ses représentants qu'ils soient au pouvoir ou qu'ils soient dans l'opposition. La collusion est totale. Il ne reste plus qu'à porter Juppé au pouvoir pour qu'elle soit officielle.

« A l'automne dernier, [un accord sur les régimes de retraites complémentaires](#) Agirc-Arrco a permis de sauver le système de la faillite, mais à quel prix ? D'après les dernières projections du Conseil d'orientations des retraites auxquelles 'Le Figaro' a eu accès, les futurs retraités, qu'ils soient salariés ou cadres vont être

fortement pénalisés.

Au fil des générations, les futurs pensionnés verront le montant de leur complémentaire s'amoinrir, de 14,5% pour un cadre né en 1959 à 17% pour celui dont l'année de naissance est 1990. Les salariés seront encore plus touchés, avec une baisse qui atteindrait les 18%, toujours selon les calculs du COR. Cette baisse relative s'explique par plusieurs dispositions de l'accord, à commencer par la décote de 10%, explique 'Le Figaro'.

A partir de 2019, pour un départ à l'âge du taux plein dans le régime de base, les assurés verront leur retraite complémentaire baisser de 10% pendant 3 ans. S'ils partent un an plus tard, la décote ne s'appliquera pas. Un bonus est même prévu au-delà d'un an. Pour autant, le COR note que, même si le départ est plus tardif, la perte restera effective. Elle sera de 4,5% pour un cadre né en 1959 et pourra s'élever jusqu'à 8% pour la génération 1990.

L'Arrco et l'Agirc assurent à 12 millions de retraités un complément de revenu représentant 25% à 50% de leur pension, voire les deux tiers pour des cadres supérieurs. En 2015, les deux régimes ont enregistré un déficit global de 3,02 milliards d'euros.

La reprise économique mondiale demeure trop lente et trop fragile et les risques sur sa pérennité augmentent, a prévenu la directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, à l'occasion d'un discours à l'université Goethe de Francfort... « Nous sommes en alerte, pas en alarme. On a assisté à une perte d'élan concernant la croissance », a-t-elle fait valoir...

Toujours la tarte à la crème de la formation qui transforme le chomeur non formé en chomeur formé!

Pour soutenir l'activité, Christine Lagarde(1) a une fois encore préconisé la poursuite [des politiques monétaires accommodantes](#) ainsi que la mise en place de réformes structurelles. Aux Etats-Unis, elle a évoqué plusieurs mesures visant à augmenter la population active (hausse du salaire minimum et des crédits d'impôt pour les travailleurs pauvres, l'amélioration de l'indemnisation du congé parental) ...

En zone euro, l'effort doit porter sur les plus jeunes [dont le taux de chômage demeure très élevé](#), avec notamment [une amélioration de la formation](#). Plus généralement, dans les pays avancés, la recherche et le développement doivent être soutenus. Enfin, les pays émergents sont encouragés à réduire les subventions sur les carburants et augmenter les dépenses sociales...

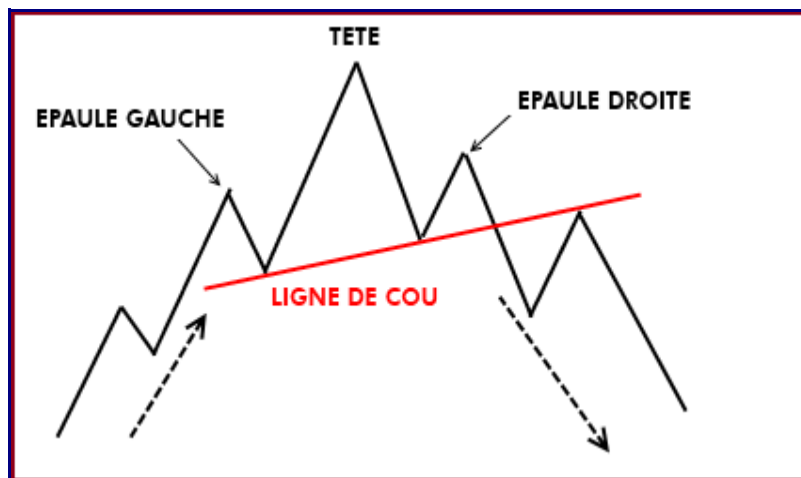
Dans moins de deux semaines, le FMI et la Banque mondiale dresseront un nouvel état des lieux de la croissance mondiale. En janvier dernier, [le Fonds avait une nouvelle fois abaissé ses prévisions](#). Il vise un PIB de 3,4% en 2016 après 3,1% en 2015, contre une prévision de 3,6% annoncée trois mois plus tôt...

(1) salaire officiel 500 000 Euros non fiscalisés, exonérés d'impôts avec des frais qui représentent un multiple du salaire officiel; bien sûr sans contrôle et sans taxe. Mais c'est vrai elle n'a pas les avantages en nature que DSK s'octroyait sur la bête.

USA : La baisse des marges nous annonce une récession ...

Qui perd gagne Posted on 4 avril 2016

Le 15 Février ,nous anticipions un « ETE* » sur les marges aux USA avec un « Gros risque sur les...Marges...si on cassait la ligne de cou ! »



L'Epaule Tête Epaule (ETE)



[source du graphique sur les marges bénéficiaires aux USA](#)

Dans le passé, nous avons presque toujours vu que les marges bénéficiaires des entreprises commencent à diminuer avant qu'une récession ne survienne.

Cela est arrivé, presque, avant chaque récession depuis la Seconde Guerre mondiale, et se produit, maintenant, à nouveau..

L'histoire se répète.

Les mêmes motifs ,qui ont eu lieu juste avant les récessions précédentes ,se produisent à nouveau, mais la plupart des gens refusent simplement de voir la vérité en face !

*L'ETE est la plus part du temps une figure chartiste qui se forme après une [tendance](#) haussière, elle offre alors une probabilité forte d'inverser la [tendance](#) qui a précédé sa formation.

L'ETE se compose de trois sommets successifs. Le deuxième sommet appelé « Tête » (celui du milieu) est toujours plus haut que les deux autres sommets correspondants aux Épaules.

Graphique: Le revenu brut domestique: Les bénéfices des sociétés avec des

ajustements d'évaluation des stocks et de la consommation de capital, les industries nationales: Les bénéfices après impôts des ajustements d'évaluation des stocks et de la consommation de capital / (valeur ajoutée brute de l'activité des entreprises non financières + valeur ajoutée brute de l'activité financière de l'entreprise)

Graph: Gross domestic income: Corporate profits with inventory valuation and capital consumption adjustments, domestic industries: Profits after tax with inventory valuation and capital consumption adjustments/(Gross value added of nonfinancial corporate business+Gross value added of financial corporate business)

Avec les « Panama Papers », la presse n'a pas fini d'écluser les retombées d'un scandale planétaire

Rédigé le 5 avril 2016 par Philippe Béchade

Il y aurait beaucoup à dire sur la séance de bourse du 1er avril. Il a fallu compter avec un grand écart de performance surréaliste entre les places européennes et Wall Street (2,5% en moyenne)... ce qui démontre que les indices américains sont soutenus à bout de bras par la Fed sur fond de liquidation d'actifs en Europe pour doper les actions US.

Cependant, tout cela revêt un intérêt presque anecdotique en regard du scandale planétaire qui se matérialise avec les « Panama Papers ».

Nous savons tous que le Panama fait partie — avec les Iles Vierges britanniques, les Seychelles et autres Iles Caïman — de ces champions de l'anonymisation des personnes physiques et morales (entreprises commerciales, fiduciaires, hedge funds...) via des cascades de sociétés écran qui interdisent aux autorités fiscales de tout pays de pouvoir réclamer l'impôt.

Pour résumer très trivialement : pas de titulaire identifiable + pas de pays d'origine + pas de flux financiers traçables = pas d'impôt.

Nous savons tous que les paradis fiscaux siphonnent au moins 10% (en réalité c'est bien plus) des revenus et recettes imposables de par le monde — mais c'est bien l'anonymat qui met les fraudeurs à l'abri du fisc.

Jusqu'à présent, la triche des uns et des autres faisait partie du domaine du soupçon. Au pire, quelques listings de personnes physiques avaient fuité chez UBS, faisant l'objet d'une exploitation sans enthousiasme... et les LuxLeaks avaient mis en évidence des pratiques d'évitement de l'impôt par plusieurs centaines de multinationales.

Les conventions prédéterminant un niveau forfaitaire d'imposition entre l'Etat

luxembourgeois et des entreprises possédant une filiale sur son sol constituent un procédé « limite »... mais pas illégal.

Trou noir et informations disparues

Avec les « Panama Papers » — une méga-fuite de documents ultra-confidentiels dont le *Süddeutsche Zeitung* a été le premier récipiendaire —, c'est comme si un trou noir venait de restituer des décennies d'information disparues.

Les séries de 1 et de 0 indéchiffrables deviennent des noms... par milliers s'agissant de personnes physiques, par dizaines de milliers s'agissant de sociétés offshore (15 600 d'après les premiers éléments divulgués par *Le Monde*, principal relais français de l'affaire).

Ce qui laisse tout le monde pantois, c'est l'échelle de la fuite. Avec les *SwissLeaks* et les *LuxLeaks*, nous apercevons un bout de périscope fendant la surface des flots ; cette fois-ci, c'est un sous-marin tout entier qui surgit de l'océan dans un bouillonnement d'écume.

Onze millions et demi de documents, soit 2 600 giga-octets de données secrètes, ont été exfiltrés des ordinateurs du cabinet Mossack Fonseca. Ce dernier est l'un des plus gros spécialistes de la « domiciliation » (comprenez de l'anonymisation) du Panama, fournissant toute l'ingénierie permettant de blanchir et recycler l'argent de la fraude fiscale, des pots-de-vin, de la corruption, de la drogue et du crime en général.

Soudain, des centaines de personnalités politiques, de chefs d'Etat, d'ultra-riches, de sportifs ultra-célèbres, d'artistes ou de mafieux risquent de faire l'objet de poursuites fiscales et judiciaires.

Ne rêvons pas : il sera difficile de mettre la main sur l'argent occulte, il est partout et nulle part.

Les intéressés, avertis de la fuite affectant Mossack Fonseca, ont eu tout le temps de mettre en place de nouvelles cascades de sociétés-écran et de holdings, de disséminer l'argent des centaines de fois à travers des milliers de structures offshore.

Ca va faire mal...

L'argent illégal, insaisissable, ne pourra pas être confisqué en tant que tel. En revanche, les comptes officiels des fraudeurs pourront être saisis... et dans le cas de personnalités politiques, de brillantes carrières vont être brisées net.

Des sportifs — déjà multi-millionnaires mais qui en veulent toujours plus — vont apparaître aux yeux de leurs supporters (qui n'ont pour leur part aucun moyen d'échapper aux taxes et aux impôts) pour ce qu'ils sont : des enfants pourris-gâtés, avides et viscéralement égoïstes. Ceux qui les idolâtrèrent appartiennent souvent aux

classes les plus modestes, celles auxquelles la solidarité des plus riches s'avère la plus indispensable.

Des « Ballons d'or » vont se transformer en sportifs à la moralité de plomb... des champions auto-proclamés de la (fausse) générosité vont passer du statut de donateurs ostentatoires à celui de grands dissimulateurs... des couples de corrupteurs et de corrompus vont pouvoir passer bras-dessus bras-dessous devant la justice. Et peu importe les montants en jeu — qui ne seront probablement jamais connus.

Le coup risque également d'être rude pour le Luxembourg dont la réputation de probité avait volé en éclats avec les LuxLeaks. Les fichiers de Mossack Fonseca sont farcis de noms de filiales luxembourgeoises de banques de tout gabarit qui y possèdent des locaux avec salariés, un bureau ou une simple boîte aux lettres.

Au fait, qu'en pense notre « patron » de l'Europe, Jean-Claude Juncker ? Il connaît par cœur ce système qu'il a longtemps supervisé... mais il nous assurera n'avoir jamais été au courant des détails, opacité du système oblige.

Le couperet de la justice chinoise risque en revanche de s'abattre impitoyablement sur tout concitoyen soupçonné de faits de corruption dont le nom figurerait sur les listings remis aux 107 rédactions membres de l'ICIJ (Consortium international des journalistes d'investigation).

Les oligarques russes auront peut-être plus de chance avec le Kremlin, car l'exemple (le mauvais) vient d'en haut... de tout en haut. Et l'on imagine aisément quelle exploitation les Etats-Unis et ses alliés de l'OTAN vont pouvoir en faire.

Pour conclure, avec les LuxLeaks, le grand public avait découvert l'une des griffes du sphinx émergeant des sables. Avec les « Panama Papers », c'est comme si l'une des plus grandes pyramides de fraude fiscale sur terre surgissait du sol, jusqu'à 140 mètres au-dessus de la plaine du Nil.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/panama-papers/>
Copyright © Publications Agora

La devise va avoir des problèmes... achetez de l'or

Rédigé le 5 avril 2016 par Bill Bonner

Hoquetante, faible, épuisée par ses efforts pour sembler « normale », l'économie se traîne vers l'avant.

Mais quelque chose nous tracasse depuis des années : comment est-il possible que l'économie la plus avancée au monde ait fait un tel gâchis de ses fonctions les plus basiques — gagner de l'argent et le dépenser ?

Selon nos calculs — basés sur des études, des intuitions et des recherches approfondies — l'Américain moyen (c'est moins vrai pour les femmes) gagne moins, en termes de revenus réels disponibles par heure, qu'il y a 30 ans.

Comment est-ce possible ? Quelle sorte de charlatanisme économique faut-il pour empêcher le capitalisme de faire croître la valeur du temps des travailleurs ?

Quelle sorte de politiques et de circonstances faut-il pour ankyloser l'économie... boucher ses entrailles... et pourrir son cerveau ?

La mondialisation ? La financiarisation ? De mauvais accords commerciaux ? Trop de paperasserie ? Trop de compères ? Trop de zombies ?

De l'argent empoisonné

Tous ces éléments ont joué un rôle. Mais notre réponse est plus simple : l'argent empoisonné.

Plus la dose augmentait... plus l'économie était malade.

Lorsqu'on dit qu'on « a de l'argent », on croit généralement qu'il y a quelque part une base de données électronique dans laquelle est enregistré le fait que vous êtes propriétaire d'une certaine quantité de devise. Vous avez 50 000 euros sur votre compte en banque, n'est-ce pas ?

Cela signifie-t-il qu'il y a quelque part un petit coffret portant votre nom et dans lequel vous trouverez une pile de 100 billets de 500 euros ?

Non. Absolument pas.

Pas de coffret. Pas de pile de billets. Rien de rien.

Cela signifie-t-il que la banque garde précieusement des lignes et des lignes de 1 et de 0 — de l'information digitale prouvant qu'elle « stocke » votre argent dans sa base de données ?

Absolument pas (bis) !

Ce que ça signifie, c'est qu'il existe une institution financière à l'intégrité incertaine... dont le bilan électronique complexe, à l'exactitude incertaine... liste des contrats financiers douteux d'une qualité incertaine...

... Et que vous êtes l'une des nombreuses entrées du côté débit... avec un droit à un certain nombre d'euros... que l'institution peut avoir ou pas, chacun étant d'une valeur incertaine.

Aujourd'hui, les banques — et on pourrait dire la même chose du système financier tout entier — n'ont plus d'« argent ». Elles ont du crédit et du débit. Votre dépôt est le passif de votre banque, et votre actif.

Ce système fonctionne... jusqu'à ce qu'il ne fonctionne plus.

Erreur système

Depuis des mois, nous conseillons à nos lecteurs de se préparer à des problèmes.

Un jour, l'accumulation de contradictions, de désinformation et de pures « saletés » dans le système causera une erreur fatale. Vous irez à votre distributeur et il ne fonctionnera pas. Ce jour-là, votre vie pourrait prendre un virage désagréable... selon l'ampleur du problème... sa cause... et la façon dont vous vous y êtes préparé.

Bien entendu, nous ne pouvons être certain que ce jour viendra. Nous doutons toujours — surtout lorsqu'il s'agit de nos propres prédictions.

Tout de même, le problème potentiel semble assez probable... et assez grave... pour justifier quelques précautions de base. Certes, on peut traverser la route avec un bandeau sur les yeux sans se faire renverser, mais il vaut tout de même mieux regarder des deux côtés.

En ce qui nous concerne, nous regardons à droite... où nous voyons les problèmes inhérents à un système monétaire basé sur le crédit.

Les autorités peuvent créer tout le crédit qu'elles veulent... mais la population ne peut pas payer une quantité infinie d'intérêts et de remboursement. Comme un chien ayant atteint le bout de sa chaîne, le cycle du crédit ramène brutalement les gens à la réalité.

De la monnaie, de la vraie

D'autres problèmes potentiels arrivent à gauche...

Un système monétaire électronique est fragile.

Il peut être piraté par des voleurs. Il peut être attaqué par des terroristes. Il peut être arrêté par accident. Même un « bug » pourrait le mettre à genoux.

Et ensuite ? Comment obtiendrez-vous votre argent ? Comment le dépenserez-vous ? Comment achèterez-vous de l'essence ou de la nourriture ?

Notre conseil : gardez du cash sous la main. Assurez-vous aussi d'avoir de l'or — de l'or véritable, des pièces que vous pouvez tenir dans votre main et faire passer à vos petits-enfants.

« Hé, petit », direz-vous d'un air entendu et supérieur, « regarde ça. Voilà de la monnaie, de la vraie. Inutile de la brancher à quoi que ce soit ».

Au passage... l'or vient d'enregistrer son meilleur trimestre en 30 ans.

Se pourrait-il que les acheteurs sachent quelque chose ?

« Plus de conducteur à la SNCF, justice en faillite, les départements aussi... »

Charles Sannat 4 avril 2016

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

J'aurais pu vous parler de ce grand scandale monté en épingle sur l'évasion fiscale et les paradis tout aussi fiscaux d'ailleurs, mais en fait il n'y a rien de vraiment nouveau. Les riches s'empiffrent et ne veulent pas d'impôts dont la charge est laissée aux manants que nous sommes. Les rois ne faisait guère mieux et finalement rien n'a véritablement changé depuis des millénaires.

Mais je ne vous en parlerai pas car, dans cette histoire, si le président russe est un vilain corrompu et le président chinois un autre horrible voyou, il ne semble pas y avoir beaucoup de contribuables américains concernés.

Pourtant, j'ai beaucoup de mal à croire que les Américains ou les Français soient plus moraux que le reste du monde...

Attendons donc d'en savoir plus et laissons du temps au temps.

Aujourd'hui, je voulais vous parler de la lente déliquescence de notre cher pays en réponse toujours à ceux qui régulièrement nous taxent de prophète de malheur alors "qu'il ne se passe jamais rien"...

En réalité, il se passe plein de choses et les signaux faibles sont de plus en plus nombreux. Voici un exemple donné par la SNCF et c'est édifiant mais ce n'est pas, hélas, le seul.

On supprime les trains car il n'y a plus assez de conducteurs !!

Rassurez-vous, nous avons pléthore d'agents d'accueil, de vestes rouges ou encore de gus dont on ne sait pas vraiment à quoi ils servent à la SNCF et dans bien d'autres entreprises. En revanche, il n'y a plus assez de chauffeurs à la SNCF, et ce n'est pas parce qu'il y a trop de trains, la SNCF en supprime depuis des années...

Non, il n'y a plus assez de conducteurs car, tenez-vous bien, il y a eu "une erreur de prévision du nombre de départs à la retraite des conducteurs de TER" d'après Guillaume Pepy le pédégé de la SNCF lui-même.

Du coup, "21 TER sont supprimés quotidiennement à partir de ce lundi 4 avril et jusqu'à début juillet en Auvergne-Rhône-Alpes, dont huit entre Grenoble et Saint-André-le-Gaz"...

C'est vrai qu'un départ à la retraite, c'est difficilement prévisible.

Personne ne peut savoir par exemple que le gars qui bosse depuis 38 ans partira à la retraite dans deux ans, à 40 années de cotisation... Non, vraiment, vous savez,

prévoir certaines choses c'est très difficile.

Mais ce n'est pas tout. Quand on se plante ou que l'on est incompetent, c'est pour toute la France. Ainsi, on apprend également dans cet article de France 3 que si "on croyait que seules les Régions Hauts-de-France (ex-Nord-Pas-de-Calais-Picardie) et Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes étaient touchées. Auvergne-Rhône-Alpes s'est rajoutée à la liste"...

Et comme dans notre beau pays on vous annonce toujours les mauvaises nouvelles progressivement, il y a fort à parier que toutes les régions seront touchées.

Une justice à bout de souffle !

«La justice est à bout de souffle. Le ministère n'a plus les moyens de payer ses factures», déclare le ministre de la Justice Jean-Jacques Urvoas dans une interview au *Journal du Dimanche*.

Par exemple, «la direction de l'administration pénitentiaire a 36 millions d'euros de factures impayées pour des hospitalisations de détenus». Ou encore, «l'État a une dette de 170 millions d'euros» de frais d'interprètes, de laboratoires d'analyses ADN, d'experts, d'écoutes téléphoniques... «Tous ces prestataires privés sont payés au minimum avec quatre mois de retard», déplore le ministre.

«Je connais même un tribunal où on n'imprime plus les jugements, parce qu'il n'y a plus d'argent pour les ramettes de papier», ajoute-t-il. «Le risque existe que (la justice) se grippe», d'après le garde des Sceaux.

Bon, je vous dis ça, ce n'est pas comme si 57 % de notre PIB était de la dépense publique et que lorsqu'il y a 100 euros de création de richesse, l'État en capte presque 80 %... Et même comme cela ce n'est plus suffisant.

Financement du RSA : « Mon département est en situation de mise sous tutelle », alerte Jean-René Lecerf

Ce n'est pas tout, il y a tous ces départements en faillite virtuelle parce qu'il faut verser des RSA sans avoir les moyens de les financer. Et plus les départements sont pauvres, plus il y a de RSA à verser et moins il y a d'impôts collectés aussi...

«Une trentaine d'élus – majoritairement de droite – du département du Nord se sont rassemblés mercredi aux abords de l'Assemblée nationale pour interpeller le gouvernement au sujet de « l'étranglement financier » des collectivités, qui menace selon eux le versement du RSA. À sa tête, Jean-René Lecerf qui était l'invité de Sénat 360.

Muni d'un chèque factice de deux mètres de haut, réclamant 288 millions d'euros à François Hollande, les membres du conseil départemental souhaitent peser sur

les négociations entre les départements et l'État concernant la prise en charge du financement du RSA. « L'État n'assume pas ses responsabilités à l'égard des citoyens les plus démunis », a déploré Jean-René Lecerf, président LR du conseil départemental du Nord”...

Reliez les points et regardez l'image d'ensemble !

Les informations sont conçues comme une succession d'annonces plus ou moins importantes mais sans jamais être mises en relief pour donner une image d'ensemble de la situation. Alors il faut lever la tête pour comprendre ce qu'il se passe.

Je pourrais donc continuer cette longue litanie de notre lente agonie et du crépuscule de notre pays sans aucun doute en voie de “grécification”. Tout ce qui se passe actuellement se passe lentement, et cette lenteur nous laisse le temps d'intégrer ces dégradations quotidiennes et de nous y habituer.

C'est exactement cela qui s'est passé en ex-URSS avant l'effondrement de l'Empire soviétique. N'imaginez pas qu'il en sera autrement pour notre pays. Tout cela tiendra parfaitement, en fonctionnant de moins en moins, jusqu'au moment où l'édifice, sapé de toute part mais donnant encore l'illusion de la solidité, s'effondrera brutalement.

Il ne restera plus qu'un tas de ruines fumantes.

Ce jour-là, vous aurez intérêt à vous tenir loin et prêt.

En attendant, mes chers amis, préparez-vous, il est déjà trop tard !

Portugal, rien ne va plus... finalement !

C'est une dépêche de l'AFP qui nous apprend que finalement, pour le Portugal, rien ne va plus.

En effet, alors que c'était la reprise et tout allait mieux que bien en Europe du Sud, figurez-vous que le “FMI juge le budget portugais insuffisant pour réduire la dette publique de façon significative”.

“Le Portugal enregistrait fin 2015 une dette publique de 128,8 % de son Produit intérieur brut (PIB), l'une des plus élevées d'Europe, malgré une légère baisse par rapport à l'année précédente (130,2 %).”

“Le FMI estime que sans mesures supplémentaires, le déficit public atteindra 2,9 % du PIB en 2016”, alors que le taux de croissance est attendu à un petit 1,4 % dans un contexte international de plus en plus incertain.

Il n'y a donc pas plus de miracle portugais qu'espagnol ou encore italien. Les problèmes de l'Europe du Sud sont toujours là, en pire qu'avant.

Et comme il n'y a pas de miracle pour les pays latins, cela veut dire que les problèmes mis sous le tapis finiront inévitablement par resurgir.

Charles SANNAT

[Source ici](#)

Reprise économique : effondrement du commerce sino-taïwanais de 15,4 % !

Charles Sannat 4 avril 2016

Rassurez-vous, c'est la reprise. Nous, les insolents, les contrariens, les impertinents, nous ne la voyons pas et pourtant on nous la vante.

Alors voici une nouvelle preuve de notre scepticisme légitime et ne pensez pas que je m'en réjouisse. Certes intellectuellement cela est toujours agréable d'avoir raison et de voir ses réflexions et raisonnements confirmés par la réalité, néanmoins il y a de nombreux moments où l'on préférerait se tromper car en l'espèce, avoir raison ici signifie que chaque jour qui passe nous rapproche un peu plus de la matérialisation d'un risque systémique.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

BEIJING, 2 avril (Xinhua) — Le volume commercial entre la partie continentale de la Chine et Taïwan a atteint 22,9 milliards de dollars en janvier et février 2016, en baisse de 15,4 % en glissement annuel, a-t-on appris vendredi du ministère chinois du Commerce.

Les exportations de la partie continentale vers Taiwan ont représenté 5,6 milliards de dollars durant les deux premiers mois de l'année, en baisse de 11,5 % sur un an, alors que les exportations de l'île vers la partie continentale ont atteint 17,3 milliards de dollars.

Taïwan représente actuellement le 7^e plus grand partenaire commercial de la partie continentale de la Chine.

Un total de 408 projets financés complètement ou en partie par des fonds taïwanais ont été approuvés dans la partie continentale en janvier et en février, en hausse de 19,7 %.

La partie continentale compte 95 706 projets financés par Taïwan. Le montant

actuel du capital de Taïwan utilisé par la partie continentale a atteint 63,1 millions de dollars, soit 3,8 % du total des capitaux étrangers.

Choisissez votre poison

Michel Santi 5 avril 2016

«L'essence de la stagnation séculaire consiste en des reprises anémiques mort nées et en des récessions qui s'auto-alimentent, accompagnées d'un chômage très élevé et persistant». C'est en ces termes que le père de la stagnation séculaire, Alvin Hansen, décrit à l'«American Economic Association» la conjoncture économique de 1938...qui pourrait également être celle qui prévaut actuellement en Europe.

Tandis que c'est le second conflit mondial qui devait venir à la rescousse de Hansen et ainsi éradiquer l'interminable Grande Dépression, c'est les progrès technologiques qui semblent aujourd'hui –contre toute attente- tarir les investissements en direction de l'économie. En effet, comment ne pas être interpellé par cette révolution internet qui ne semble bénéficier qu'à quelques élus et qui se traduit (par exemple) par une société comptant 55 employés –WhatsApp– cédée à Facebook en 2014 à 19 milliards de dollars pour atteindre une capitalisation boursière supérieure à Sony ?

Il suffit aujourd'hui d'un bon ordinateur et d'un modeste local pour ériger un empire quand les grandes entreprises de l'époque embauchaient des milliers de travailleurs et de salariés, construisaient des usines et occupaient d'immenses bureaux. Bref, les investissements nécessaires pour faire prospérer les sociétés de 2016 sont sans commune mesure avec les dépenses et frais de fonctionnement souvent pharaoniques d'antan d'entreprises obligées de dépenser une partie substantielle de leurs richesses et de leur trésorerie sur leur outil de production.

En réalité, comme les innovations de ces dernières années se sont principalement concentrées sur des secteurs bien spécifiques –communication et technologies de l'information-, notre productivité actuelle ne progresse logiquement que dans ces domaines. Tandis que notre mode de vivre et de travailler furent révolutionnés en gros entre 1870 et 1970, peu de nouvelles inventions ont depuis lors contribué à propulser notre croissance économique. La révolution internet n'a pas produit sur la croissance les mêmes retombées que l'invention de l'électricité, de l'eau courante ou du moteur à combustion. Voilà qui explique notre mièvre croissance occidentale, d'autant que les effets du boom de l'internet commencent à se diluer.

Dans une telle tendance lourde que peu semblent identifier et comprendre, les taux

d'intérêt négatifs sont-ils susceptibles de pousser les entreprises à investir au lieu d'être pénalisées et taxées sur leurs dépôts bancaires ? Est-il sain de les forcer à embaucher sous la menace de pénalités sur leur trésorerie ? En d'autres termes, peut-on rétablir le plein emploi grâce aux taux négatifs ? Soyons très attentifs car cet environnement de taux négatifs peut amener les acteurs de l'économie acculés et sous pression à mal investir et à enfler de nouvelles bulles spéculatives.

Le diagnostic est hélas sombre mais indiscutable. La stagnation séculaire et son lot de taux négatifs contraignent à des choix impossibles. Croissance quasi-inexistante ou déstabilisation financière: choisissez votre poison!

[Crise du commerce mondial et actualité de la démondialisation](#)

par [xavier dupret \(son site\)](#) Agoravox samedi 2 avril 2016

L'habitant de Londres pouvait commander par téléphone divers produits de la terre entière et s'attendre raisonnablement à ce qu'ils lui soient livrés rapidement à domicile, il pouvait en même temps risquer sa fortune en investissant dans les ressources naturelles et les entreprises nouvelles de n'importe quel coin du monde... et, surtout, il considérait que cet état de choses était normal, certain et permanent, que cela ne pouvait changer que dans le sens de l'amélioration, et que toute exception était scandaleuse, aberrante et évitable

(J. M. Keynes, 1919, parlant de la période antérieure à 1914 in *La pauvreté dans l'abondance*, collection Tel (n°320), Gallimard, Paris, 2002, p.243)

Parmi la myriade de commentaires qui se proposent d'anticiper les tendances de l'économie mondiale, un indicateur a été plutôt abondamment commenté par la presse spécialisée[1]. En l'occurrence, il s'agit du Baltic Dry Index (BDI) qui permet d'anticiper les prix pour le transport maritime en vrac de produits dits secs (principalement le charbon, les minerais et les céréales). Le BDI est publié depuis 1985 par la société Baltic Exchange Limited company basée à Londres.

De par sa fonction d'indicateur de coûts, le BDI s'avère plutôt pertinent pour situer la demande de transport international et partant, le dynamisme du commerce mondial. L'histoire récente nous a permis d'identifier de bien troublants parallélismes entre les fluctuations du BDI et celles de l'économie mondiale.

Parallélismes

C'est ainsi qu'au printemps 2008, peu avant que n'éclate la crise des *subprimes*, le **BDI** atteignait un plus-haut historique en dépassant largement les 11.000 points[2].

L'évolution de l'index était portée par le supercycle des matières premières résultant de la croissance à deux chiffres de l'économie chinoise. Cette dernière a alimenté une demande croissante de matières premières de la part de l'atelier du monde tant et si bien que le transport maritime a, durant la première décennie du nouveau millénaire, connu une croissance ininterrompue.

Rien n'avait, jusque-là, gêné la progression continue du BDI. Cette dernière semblait promise à une croissance aussi infinie que spectaculaire.

A la fin de l'année 2008, le BDI laissait fort logiquement transparaître les tendances récessives de l'économie mondiale. L'index était, à cette époque, retombé sous la barre des 670 points. Depuis lors, l'allure de l'indice présente davantage l'allure d'une montagne russe que d'une courbe de fonction exponentielle. Et les hoquettements de l'économie mondiale ne sont évidemment pas étrangers à cet état de choses.

C'est, d'ailleurs, peu dire que le BDI se caractérise, depuis l'éclatement de la crise de 2007-2008, par une importante volatilité structurelle. A la mi-octobre 2011, il dépassait les 2170 points avant de plonger sous la barre des 700 points à la fin de l'année 2012. Tout au long de l'année 2013, le BDI allait se lancer à la conquête de nouveaux sommets et finissait par dépasser son niveau de 2011 au début de l'année 2014 en franchissant la barre des 2.200 points. Depuis deux ans, l'évolution de la courbe du BDI montre une dynamique globalement baissière. Le 18 février 2015, le *Baltic Dry Index* était coté à hauteur de 513 points. Il s'agit là, mine de rien, d'un plus-bas depuis 1985. Un mouvement temporaire de remontée de l'index s'est produit après cette inflexion majeure. En un semestre, le BDI reprenait près de 700 points. Depuis, la baisse a été constante tant et si bien que le BDI a perdu plus de 800 points en quatre mois. Le 20 janvier 2016, le *Baltic Dry Index* tombait au niveau historiquement bas de 358 points[3]. Depuis, le BDI végète à ce niveau particulièrement déprimé (il était de 354 points le 7 mars 2016). Du jamais vu...

La chute impressionnante des cours du pétrole n'explique pas à elle-seule la baisse des coûts de transport maritime qui, pour l'heure, doit également être rapportée à la décélération de l'activité économique en Chine. Cette dernière vient mettre un terme à une mutation entamée récemment et dont l'objectif était d'axer davantage la croissance chinoise sur la consommation. A ce titre, les dévaluations en cascades du yuan, depuis l'été 2015, témoignent d'une nette volonté dans le chef de Pékin de restreindre ses importations.

Pourtant, un rapport de la banque HSBC anticipait, il y a peu, une reprise du commerce mondial à partir de 2017 à raison d'un taux de croissance annuel en

valeur de 8% pour 1,5% en moyenne entre 2012 et 2014. Ce texte a été, il est vrai, rédigé avant le tête-à-queue monétaire opéré par la Banque populaire de Chine à l'été 2015. D'après HSBC, la croissance du commerce mondial ne reposera plus exclusivement à l'avenir sur les épaules de la Chine mais également sur le développement du commerce extérieur de l'Inde et du Vietnam[4].

Bémol ?

Convient-il, ce faisant, de relativiser radicalement les propriétés prédictives du BDI ? Il se dit, en effet, que le niveau de ce dernier aurait autant trait à l'offre qu'à la demande de services de fret. La chose n'est pas anodine dans un secteur caractérisé par une inélasticité structurelle importante impliquant, entre autres choses, que **les navires commandés avant la crise de 2008 ont été livrés deux ou trois ans après la survenance de cette dernière**. Les spécialistes n'hésitent d'ailleurs plus à évoquer un excédent structurel de navires de transport à l'échelle mondiale[5].

Pour statuer de façon relativement sûre au sujet des perspectives du commerce mondial, il conviendrait de focaliser l'analyse sur un indicateur mesurant l'activité commerciale *stricto sensu*. Pour ce faire, on se réfèrera utilement à l'indice Harpex calculé par l'affréteur Harper Petersen & co.

L'Harpex possède, en effet, la particularité de **réfléter** le taux d'occupation effectif des porte-conteneurs. A la mi-janvier 2016, l'indice Harpex était de 365 points, c'est-à-dire deux points à peine de plus qu'à la fin de l'année 2015. Ce (très) léger mieux ne doit pas occulter un fait majeur. Le niveau actuel de l'Harpex est beaucoup plus proche de son plus-bas du printemps 2009 (275 points), alors que les affres de la déflation se rappelaient aux bons souvenirs de l'économie internationale, que de son pic de l'été 2008 (1.402 points)[6].

La chute de l'indice Harpex est particulièrement impressionnante. Depuis la mi-février 2016, l'Harpex s'est stabilisé aux alentours de 365 points.

C'est là un plus bas depuis l'été 2013. Les tendances révélées par le BDI, qui n'est pas, comme nous l'avons vu, totalement exempt de reproches, s'avèrent donc parfaitement corroborées par l'indice Harpex.

Tendances de fond

Les performances du commerce mondial en 2016 ne seront donc pas mirobolantes. Par-delà le constat d'ordre strictement conjoncturel, on cherchera à identifier les tendances de fond qui permettraient d'expliquer cette dégradation.

La crise en Chine constitue, bien entendu, un élément particulièrement important pour augurer des mouvements structurels du commerce mondial. Et, partant, de la

mondialisation comme schéma constitutif de l'organisation du commerce mondial depuis l'ouverture de la Chine et de son milliard d'habitants aux échanges avec les puissances occidentales en 1978. **A partir de cette date, le commerce mondial a connu une croissance fulgurante. Depuis le début des années 80, la part des exportations de marchandises rapportées au PIB mondial est passée de 23% du PIB mondial en 1971 à 58,53% 2010.**[\[7\]](#)

En 2010, le commerce mondial n'était toujours pas revenu à son niveau de 2007. Les années de croissance vertigineuse du commerce mondial sont derrière nous depuis déjà presque une décennie. C'est, d'ailleurs, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) elle-même qui le confesse.

La croissance du commerce mondial de marchandises restera, d'après l'OMC, bien inférieure à la moyenne annuelle de 5,1% enregistrée depuis les années nonante. A cette époque, la croissance du commerce international de marchandises a toujours été supérieure à celle du PIB mondial. Ce n'est plus le cas depuis la crise de 2008. « Les gains modestes affichés en 2014 ont marqué la troisième année consécutive de croissance des échanges inférieure à 3%. Entre 2012 et 2014, leur croissance n'a été que de 2,4% en moyenne, ce qui est le plus faible taux enregistré sur trois ans en période de croissance des échanges (en excluant des années comme 1975 et 2009, où le commerce mondial a diminué) ». [\[8\]](#)

Des analyses de l'OMC, il ressort que « l'expansion du commerce ne dépassera plus (...) la croissance économique globale, comme cela a été le cas pendant des décennies. L'augmentation de 2,8% du commerce mondial en 2014 est à peine supérieure à la croissance du PIB mondial pendant l'année, et les prévisions de croissance du commerce pour 2015 et 2016 ne sont que légèrement supérieures à la croissance attendue de la production ». [\[9\]](#) Malgré ce constat, l'OMC continuait, au printemps dernier, à miser sur l'internationalisation des échanges. « Ces faits laissent penser que le ralentissement du commerce est dû à une combinaison de facteurs cycliques et structurels. Par conséquent, bien que l'OMC prévoie encore une faible croissance du commerce en 2015 et en 2016, elle n'exclut pas le retour à une croissance plus rapide par la suite ». [\[10\]](#)

Pour le coup, l'OMC se montrait, à l'époque, bien trop optimiste. Entretemps, la crise en Chine a fait ressentir ses effets sur le commerce mondial. Et ce dernier d'accuser le coup en ce premier trimestre 2016. Le commerce international de marchandises en valeur nominale a crû en volume de 2,5% au cours de l'année 2015. Ce qui est inférieur à la croissance mondiale qui a été de supérieure à 3%. Pour retrouver une tendance similaire, il faut retourner à la grande récession de 2009. Pour l'essentiel, ce manque de dynamisme s'explique par le ralentissement

économique constaté en Chine et dans les économies émergentes[11].

On notera avec intérêt qu'au sein des pays émergents, les éléments de relance du commerce international reposent sur des bases pour le moins précaires. C'est ainsi que le regain des exportations brésiliennes vers l'Asie repose fondamentalement sur des données d'ordre monétaires, à savoir la dépréciation du real par rapport au dollar. Cet épisode risque d'être d'assez courte durée. Car il ne semble pas improbable que l'exemple chinois ne soit pas imité, à plus ou moins brève échéance, par d'autres nations asiatiques, à savoir laisser le cours de leurs monnaies respectives se déprécier pour doper leurs exportations et, parallèlement, limiter leurs importations.

Les résultants pour la Chine sont, de ce point de vue, particulièrement probants. **Le commerce extérieur chinois a connu une contraction de 7% au cours de l'année 2015.** Mais la Chine dispose toujours d'une balance commerciale excédentaire dans la mesure où ses importations ont baissé de 13%. Les dépréciations à répétition du yuan, depuis cet été, participent donc, pour l'heure, d'une volonté sinon protectionniste du moins fortement défensive de la part de Pékin.

Evolutions structurelles et mise en perspective

Il va de soi que si cette stratégie, visant au maintien des excédents, devait être adoptée par d'autres grands de l'économie mondiale, le commerce international en ressortait durablement affaibli. Et en tout état de cause, si le taux de croissance du commerce mondial en volume devait continuer à être inférieur à celui de la production de biens à l'échelle mondiale, nous assisterions clairement à un changement d'époque. La production des différents pays ferait, si cette hypothèse se confirmait, de moins en moins l'objet d'échanges à l'échelle internationale.

Si on mesure la mondialisation en s'appuyant principalement sur les exportations de marchandises (que l'on prendra soin de compléter par une évaluation de la circulation du capital financier à l'échelle internationale), on s'apercevra que l'internationalisation des échanges ne constitue en aucun manière un mouvement unilatéral et, somme toute, irréversible de l'économie mondiale. On peut, à ce propos, diviser l'histoire du commerce international en plusieurs vagues démontrant clairement que la question de l'internationalisation des échanges ne peut être envisagée de façon linéaire.

Une première vague d'internationalisation des échanges s'est, en effet, produite de 1870 à 1914. Les exportations de marchandises à l'échelle mondiale ont pratiquement doublé en passant de 5 à 10% du PIB mondial durant cette période. Le déclin du commerce international va, par la suite, durer jusqu'aux années 50.

Il faut, en effet, attendre les Golden Sixties pour que le commerce mondiale retrouve son niveau d'avant la Première Guerre mondiale. Le flux international de biens va se stabiliser autour de 12 à 13% du PIB mondial durant les années 70-80.

Une troisième vague de mondialisation voit le jour à la fin des années 80. D'entrée de jeu, on repérera son caractère clairement financier. Les chiffres sont, à ce sujet, très clairs. Le stock de capital étranger dans les pays périphériques est passé de 11 à 22% du PIB mondial entre 1980 et l'an 2000 alors que les échanges internationaux de marchandises culminaient aux alentours de 15% du PIB mondial[12]. En 2007, les flux de capitaux transfrontaliers équivalaient à 20% du PIB mondial[13]. La crise de 2008 va, pour un temps, mettre un frein à cette phase d'expansion financière. Les flux à destination des nations périphériques vont stagner autour des 3% du PIB en 2008 et 2009.[14]

Une légère remontée va se produire à partir de 2010 sans toutefois jamais retrouver le niveau de 2007. Une étude de 2014 a établi que le niveau des flux transfrontaliers de capitaux équivaut, de nos jours, au tiers de celui d'avant la crise[15].

A vrai dire, la première vague de mondialisation de 1870 à 1914 était, elle aussi, de nature profondément financière. Durant cette phase, les exportations de marchandises vont, aux alentours de 1910, culminer à 8% du PIB mondial. Ce chiffre est, de loin, inférieur à celui qui prévaut, en la matière, depuis l'avènement de la troisième vague de mondialisation depuis la fin des années 80. Les exportations de marchandises représentent depuis 15% du PIB mondial.

Les aléas de l'exportation de capitaux

Par contraste, la première vague de mondialisation présentait un profil beaucoup plus franchement financier. Aux alentours de 1910, les exportations de capitaux à destination des colonies représentaient près de 30% du PIB mondial. Au tournant du nouveau millénaire, ce flux était de 20%. Nous touchons ici à une différence fondamentale de fonctionnement des marchés internationaux de capitaux au XIXème et à la fin du XXème siècle.

« Il y a cent ans, la plupart des flux financiers allaient des pays riches (surtout la Grande-Bretagne) vers les zones sous-développées, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Empire — c'est-à-dire des régions riches en capitaux vers les régions pauvres en capitaux, l'objectif étant de faciliter la croissance à long terme. Aujourd'hui, très peu de capitaux vont aux régions pauvres. La plupart des mouvements de capitaux relèvent aujourd'hui de la diversification -ils contrebalancent presque intégralement les flux bruts entre pays riches- et visent principalement à réduire le risque grâce à un ajustement des portefeuilles ».[16] De telle sorte que de nos

jours, « le marché mondial des capitaux ne fournit pas assez de capitaux pour aider les pays qui en ont le plus besoin à se développer à long terme ». [17]

En 1913, les pays dont les revenus par habitant étaient inférieurs à 40% du revenu *per capita* des Etats-Unis bénéficiaient de capitaux étrangers pour 20% de leurs PIB. A la fin des années nonante, ce chiffre tombait largement sous les 10%.

Certes, depuis le début des années 2000, on a noté une progression des flux de capitaux à destination des pays émergents mais il semble bien que cette époque soit, aujourd'hui, révolue. « L'ébauche de normalisation de la politique monétaire de la Fed et le ralentissement de la croissance dans la majorité des grands émergents une fois l'effet des politiques contracycliques épuisé ont conduit les acteurs des marchés financiers à réapprécier subitement leurs risques et ont mis un terme à ce cycle » [18]. Pour faire court, la mondialisation qui a surtout constitué une donnée davantage financière que productive commence à avoir du plomb dans l'aile dans la mesure où les plans de relance des pays émergents n'étaient pas viables à moyen terme. L'éclatement de la bulle immobilière en Chine en témoigne, d'ailleurs, à suffisance. Cet épisode n'a, d'ailleurs, rien d'anodin, comme chacun peut s'en douter.

La dette brute chinoise équivaut, dans sa totalité, à 282% du PIB. Près de la moitié de la dette chinoise est liée à l'immobilier, c'est-à-dire 141% du PIB [19]. Les réserves de la Banque populaire de Chine s'élevaient, en février 2016, à 3.230 milliards de dollars [20], soit un peu plus de 30% du PIB courant de l'empire du Milieu qui était en 2014 de 10.300 milliards de dollars [21]. Or, lors de la dernière grande crise de l'immobilier aux Etats-Unis, la perte de valeur des actifs, entre juin 2007 et février 2012, a été de l'ordre de 27% [22]. Si une tendance de ce type devait se produire en Chine, le pays pourrait laisser sur le front de l'immobilier l'équivalent de la totalité de ses réserves. Nul doute que l'impact de la crise de l'immobilier sur la prospérité de la Chine sera aussi important que dévastateur dans les années à venir. Dans ces conditions, on imagine, pour l'anecdote, guère la Chine venir sauver le Sud avec une banque de développement qu'elle piloterait seule ou en collaboration avec la Banque mondiale.

De surcroît, avec l'entrée en crise de la Chine, le cours des matières premières s'est effondré, entraînant, de proche en proche, tous les autres émergents dans la crise. La chose n'est évidemment pas de nature à inciter à exporter des capitaux vers les pays émergents. En octobre 2015, des observateurs spécialisés dans l'observation des marchés émergents signalaient que le flux des capitaux vers les pays du Sud était négatif pour la première fois depuis 1987 [23].

Cette tendance va perdurer. La crise en Chine présente un caractère structurel

susceptible de mettre fin à la troisième vague de globalisation entamée dans les années nonante. Aussi la mondialisation financière telle que nous l'avons connue jusqu'à nos jours pourrait-elle tout doucement s'estomper au point de faire place à une structuration des marchés financiers davantage recentrée sur les Etats-nations. Ce ne serait pas une première. Après tout, « de l'entre-deux-guerres jusqu'il y a quelques décennies, le marché mondial des capitaux avait presque entièrement disparu »^[24].

Cette réorientation est, d'ailleurs, déjà en cours pour ainsi dire sous nos yeux. Quand la FED envisage une augmentation, même graduelle, de ses taux d'intérêt, les marchés de capitaux mondiaux anticipent, vu la crise en cours chez les émergents, une sécurisation de leurs actifs en cas de retour au Nord. Les actifs des pays émergents seront, du même coup, moins valorisés que dans le passé. La solvabilité des acteurs économiques de ces pays en sera dégradée d'autant. Des soucis sont donc à prévoir pour le secteur bancaire de ces nations puisque les prêts douteux vont s'y multiplier. Le crédit aux entreprises et aux particuliers va alors décroître sensiblement. Cette évolution s'accompagnera fort logiquement d'une dégradation de la croissance au sein des Brics^[25]. Ce type d'enchaînements a déjà pu être observé à partir de 2013 alors que l'augmentation des taux dans le chef de la Fed n'était encore qu'une rumeur. Depuis, on observe que l'anémie économique des Brics (et des émergents en général) handicape fortement le commerce mondial qui accusait au premier trimestre de cette année une chute en valeur (en dollars courants) de 13,8%, soit la plus profonde contraction depuis 2009.^[26]

Pour l'heure, le marché des capitaux reste mondialisé. Cette donnée n'a cependant rien d'évident ni d'éternel, sauf à imaginer des taux de croissance durablement déprimés avec pour corollaire des budgets publics en réduction constate un peu partout dans le monde. Il s'agit là d'un scénario apocalyptique pour la croissance de l'économie mondiale.

Enjeux

Un nouvel épisode de répression financière pourrait, cependant, voir le jour. Par répression financière, on désigne un ensemble de politiques publiques visant à obtenir dans le chef d'un État des prêts à des taux préférentiels « auprès de publics nationaux captifs (tels que les fonds de pension ou les banques nationales), le plafonnement explicite ou implicite des taux d'intérêt, la réglementation des mouvements de capitaux transnationaux et, plus généralement, le resserrement des liens entre l'État et les banques, par une participation publique explicite ou par une lourde « pression morale ». Parfois, la répression financière s'accompagne également « de l'imposition de réserves obligatoires relativement élevées (ou

d'impératifs de liquidité), de taxes sur les transactions boursières, de l'interdiction des achats d'or (comme aux États-Unis entre 1933 et 1974) ou du placement de montants substantiels de titres non négociables de dette publique. Une forte présence des banques publiques ou bénéficiant de l'intervention de l'État est également courante dans les économies connaissant une répression financière ».

[27] Un des objectifs fondamentaux des politiques de répression financière consiste en un transfert de revenus des créanciers à destination des débiteurs. Le niveau très faible voire négatif des taux d'intérêt auquel la plupart des États occidentaux peuvent, aujourd'hui, emprunter constitue une donnée fondamentale avec laquelle les marchés financiers ont fini par apprendre à coexister. Plus largement, on constate l'émergence de politiques publiques tournant *nolens volens* le dos au dogme, jusqu'ici dominant, de la liberté de circulation des capitaux.

A partir de 2010, les sorties massives de capitaux à destination des pays émergents faisaient entrevoir des problèmes de pertes de compétitivité suite à l'appréciation des monnaies locales par rapport au dollar [28]. Dès cette époque, le Fmi, lui-même, n'hésitait pas à se montrer (un peu) hérétique en faisant *urbi et orbi* la promotion du contrôle des capitaux. Cinq ans auparavant, la chose eût été absolument impensable. Relisons ce que le Fmi écrivait à ce sujet en 2012. « Les flux de capitaux d'ampleur, soutenus et, dans certains cas, soudains peuvent poser des problèmes significatifs en termes de politique économique. [Aussi] les États devraient-ils considérer les mesures susceptibles de répondre aux risques macroéconomiques et financiers liés aux activités des marchés de capitaux transfrontaliers » [29]. Parmi les armes retenues pour parer aux risques inhérents à la libre circulation des capitaux, le Fmi n'hésitait pas à recommander l'instauration, il est vrai à titre transitoire, du contrôle des changes.

Avec le recul, on peut aujourd'hui estimer que les nations émergentes ont finalement peu cherché à contrôler cette entrée de capitaux. Cette dernière aura, à vrai dire, beaucoup fonctionné comme une manne bienvenue dans ces pays pour soutenir les plans de relance des pouvoirs publics et la consommation privée des ménages.

Alors qu'entre 2010 et 2013, la dette privée argentine a augmenté de 39,36%, on constate une progression de 67,21% de l'endettement privé pour le Brésil, de 54,46% pour l'Inde et d'un peu plus de 45% pour la Chine.

Pour ce qui est de la dette publique des émergents, les tendances ne sont pas non plus favorables. La situation chinoise est peut-être plus préoccupante qu'on le croit dans certains milieux. Par exemple, la Chine s'est endettée aussi fortement que les économies du sud de l'Europe à ceci près que le Trésor chinois « s'endette à un

moment beaucoup plus précoce de son cycle de développement. (...) Le rythme de l'accumulation de dette a été beaucoup plus intense en Chine depuis l'éclatement de la crise ».[30]

Aujourd'hui, vu la profonde insolvabilité des économies émergentes, la finance occidentale procède à des rapatriements de capitaux massifs. Ces capitaux ne ressortiront peut-être pas de si tôt de nos pays. On sera frappé de constater à quel point la répression financière à venir est contenue dans les structures économiques des sociétés occidentales contemporaines. A ce sujet, on fera observer que les taux d'intérêt réels négatifs prévalant pour l'heure constituent un retour aux normes de valorisation du capital en vigueur entre 1945 et le début des années 80. Les politiques d'achat massif de dettes publiques ont permis de baisser les taux d'intérêt de manière spectaculaire depuis 2008. Les nouvelles réglementations bancaires favorisent la dette publique parmi les actifs à détenir par les banques. Les faibles mouvements de hausse des taux d'intérêt qui seront (peut-être) décidés par la Fed dans les mois à venir ne changeront pas grand-chose à la donne. Le choix de la répression financière a exercé des effets concrets sur les économies qui l'ont exercée entre 1945 et 1980.

« Il en est résulté des taux d'intérêt nominaux très faibles, associés à des poussées inflationnistes plus ou moins prononcées dans les pays avancés. À l'évidence, les taux d'intérêt réels (..) étaient nettement négatifs sur la période 1945-1946. Pendant les quelque trente-cinq années suivantes, dans les économies avancées et émergentes, les taux d'intérêt réels sont restés systématiquement plus bas que lorsque les capitaux pouvaient circuler plus librement, avant et après l'ère de la répression financière ».[31] Le faible niveau de mobilité des capitaux, à l'époque, est patent.

On relèvera, non sans intérêt, que le niveau d'ouverture financière qui a prévalu entre 1945 et le milieu des années 70 est globalement identique à celui qui a existé dans les premières années de l'entre-deux-guerres. Et c'est au début des années nonante que l'ouverture financière dans le monde avait retrouvé le niveau de 1929. L'ouverture des marchés financiers a, depuis l'an 2000, dépassé le niveau de la première vague de mondialisation à son pic de 1914.

Vers la désaccumulation financière ?

On ne déduira pas unilatéralement que les années 45-75 ont été marquées par une montée d'insupportable nationalisme. A cette époque, le niveau d'échange des marchandises (mesuré par la part des exportations rapportées au PIB mondial) était inférieur de 3 points seulement par rapport à celui des années 2000 et surtout largement supérieur à la situation prévalant immédiatement avant la Première

Guerre mondiale. On pourrait, d'ailleurs, émettre l'hypothèse que ce sont les taux de croissance exceptionnels des économies occidentales qui ont, durant cette époque, tiré la production dans son ensemble et les exportations, en particulier, vers le haut.

Le lien avec la répression financière n'est pas aussi ténu qu'il n'y paraît. En effet, la difficulté des capitaux à faire jouer la concurrence entre diverses destinations d'investissement a permis aux pouvoirs publics de prélever un impôt inflationniste afin de diminuer le poids des dettes publiques en pourcentage du PIB. Ce désendettement relatif a, par ailleurs, permis aux Etats d'étendre leur sphère d'activité et de soutenir les politiques de plein emploi des facteurs de production. « Dans le cas des États-Unis et du Royaume-Uni, la liquidation annuelle de la dette via des taux d'intérêt réels négatifs a représenté en moyenne de 3 à 4 % du PIB par an. Des réductions du déficit annuel de l'ordre de 3 à 4 % du PIB s'accumulent rapidement (même sans calcul composé) dans le courant d'une décennie. Pour l'Australie et l'Italie, qui ont enregistré un taux d'inflation plus élevé, l'effet de liquidation a été plus ample (environ 5 % par an) ». [32] En Belgique, cet effet de liquidation, entre 1945 et 1974, était de l'ordre de 2,5% du PIB en moyenne annuelle. Si on mesure l'effet de liquidation en pourcentage des recettes fiscales, c'est l'Italie qui remporte haut la main la première place au championnat du monde des liquidateurs de dettes avec un effet d'accroissement des moyens de l'Etat de l'ordre de 127% des recettes fiscales au cours de la période mentionnée[33]. Le miracle italien des années 60 ne peut pas avoir de lien avec ce doublement des moyens financiers dont a *in fine* disposé l'Etat tout au long de cette période. L'euthanasie des rentiers a décidément du bon.

On objectera toutefois, avec raison, que cette dernière suppose des conditions de possibilité sur le plan institutionnel qui sont loin d'être présentes aujourd'hui. On pense, notamment, aux réglementations bancaires particulièrement contraignantes qui ont été édictées aux Etats-Unis dans l'entre-deux-guerres (*Glass-Steagall Act*) et aux nationalisations en Europe occidentale de pans entiers du secteur bancaire après 1945. Aucune mesure de ce type n'est effectivement à signaler depuis l'apparition de tentatives de répression financière depuis la crise de 2008. Ce qui explique, d'ailleurs, que les injections de liquidités dans les rouages de nos économies et les politiques de taux d'intérêts planchers ont été, jusqu'à présent, inefficaces.

Cela dit, vu le niveau particulièrement bas de valorisation du capital financier existant pour l'heure, on ne prendra guère de risques à émettre l'hypothèse que la perspective d'un approfondissement de la répression financière est, à tout prendre, plus vraisemblable qu'un grand mouvement de libéralisation. Ce d'autant qu'il se

pourrait que l'ouverture des économies nationales pourrait se situer une forme de palier. La part des exportations semble désormais bloquée à 30% du PIB mondial. Nos sommes ici en présence d'un changement structurel dont il nous faut, avant de conclure, prendre la pleine mesure dans la mesure où il n'est ni plus ni moins question ici que d'une évolution susceptible d'inverser le rapport de forces profondément défavorable au travail face au capital depuis l'avènement de la troisième vague d'internationalisation des échanges remontant des années 80 du siècle passé.

Car « pour libérer nos économies de l'emprise du capital fictif, il nous faut engager une désaccumulation financière. Concrètement, cela renvoie bien sûr à la question de l'annulation des dettes publiques et de la dette privée des ménages modestes, mais aussi à la diminution des rendements actionnariaux, ce qui se traduit mécaniquement par une diminution de la capitalisation boursière ». [34] Le caractère structurel de la crise à l'œuvre en Chine, au risque de nous répéter, inaugure très vraisemblablement ce moment d'inflexion.

En effet, il ne suffit pas de rêver à l'âge d'or de la répression financière pour pouvoir en retrouver les traits structuraux dans les économies contemporaines. L'enfantement d'un nouveau modèle d'accumulation ne se fera pas sans douleur. On peut considérer qu'il s'agit ici d'une vision profondément matérialiste de l'histoire du capitalisme.

A ceux qui, d'aventure, rétorqueraient qu'il faut libérer, d'entrée de jeu et sans davantage de fioritures, la société non seulement de la prédation du capital fictif mais plus largement du capitalisme, on prendra soin de faire valoir que si le mouvement de transformation du capital en capital financier a été pleinement identifié aux alentours de la Première Guerre mondiale par les leaders du mouvement ouvrier de l'époque (Lénine en tête [35]), ces derniers ne pouvaient même pas imaginer l'existence du long épisode de répression financière qui s'est étendu 1945 à 1980. Faire l'impasse sur cette donnée (somme toute, basique) relève moins du matérialisme militant que d'un certain fixisme parareligieux. Ni plus ni moins.

Ce texte constitue la version abrégée d'une analyse plus complète présentée à l'adresse suivante : <http://www.acjj.be/publications/nos-analyses/crise-du-commerce-mondial-et.html>

Panama ou comment détourner l'attention de tout le reste !

Bruno Bertez 4 avril 2016

L'atmosphère mondiale est nauséabonde. Elle l'est parce que tout est sale et que l'on remue la m...e.

Elle l'est parce tout le monde a compris que ces opérations sentaient mauvais, elles puent le détournement d'attention, l'escamotage des vrais problèmes. On couvre les échecs d'un système de papier toilettes.

Tout cela fleure son relent d'officines louches, nous sommes dans la politique de chiottes.

Le mépris pour le citoyen et pour l'homme en général que ces manoeuvres révèlent, ce mépris est incommensurable.

Tout cela, est incomptable avec cet objectif ancien, périmé de la démocratie qui consiste à élever les citoyens, à développer leur intelligence, à renforcer leurs qualités morales.

Quel exemple, quel enseignement peuvent tirer nos enfants, comment les motiver à devenir des gens bien?

On les abuse et les désabusent. On détruit tout, le bon sens, le respect, les idéaux, la morale.

C'est le spectacle d'un monde en perdition ou l'on voit un spéculateur milliardaire s'abaisser à financer la mise en spectacle de ce qu'il y a de plus dégoûtant: la veulerie des hommes, leurs bassesses.

Honte à lui, honte à son argent et à sa mégalomanie. On dit souvent qui veut faire l'ange fait la bête, ici c'est pire. Celui qui se veut l'ange joue au diable, il décourage le monde tant il le salit. Avant, on montrait les héros, maintenant nos sociétés se delectent d'afficher les minables. Ah ce gout de la destruction, du nivellement, ce gout de la fange qui visiblement sert d'engrais à la Haute, la très Haute finance.

Montrer aux hommes l'exemple du bien, de l'héroïsme, de l'honnêteté les grandit, se délecter de leurs vices, de leurs mensonges et de leur hypocrisie les rabaisse.

Qui gagne à ce succès, à ce hit parade du « tous pourris » ? Et on s'étonne que le peuple vote populiste!

Bourse de Tokyo: le Nikkei chute de 2,42% à la clôture

BusinessBourse Le 05 Avril 2016



L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a chuté de 2,42% mardi à la clôture, toujours affecté par un regain du yen face au dollar, par les cours déclinants du pétrole et par l'absence de catalyseur.

A l'issue des échanges, l'indice Nikkei des 225 valeurs vedettes a perdu 390,45 points à 15'732,82 points, son niveau le plus bas depuis le 12 février. L'indice élargi Topix de toutes les valeurs du premier tableau a cédé 2,64% à 1268,37 points.

La séance a été plutôt active, avec 2,23 milliards de titres échangés sur le premier marché.

La monnaie nippone frôlait mardi son niveau le plus élevé en un an et demi face au billet vert. Le dollar est tombé à 08h00 (heure suisse) autour de 110,76 yens, contre 111,11 yens à l'ouverture (02h00) et 111,43 yens lundi à la fermeture.

[Japon: la politique monétaire ne peut pas tout, dit le gouverneur de la Banque du Japon](#)

[Japon: la production industrielle rechute de 6,2% en février sur un mois](#)

L'euro est descendu quant à lui à 126,06 yens, contre 126,56 yens en début de séance et près de 127 yens lundi à l'issue des transactions.

Source: [romandie](#)

[Japon: la politique monétaire ne peut pas tout, dit le gouverneur de la Banque du Japon](#)

BusinessBourse Le 05 Avr 2016



Trois ans après le lancement d'une vaste offensive monétaire, le gouverneur de la banque centrale du Japon (BOJ), Haruhiko Kuroda, a insisté mardi sur le fait que l'action de l'institut d'émission ne pouvait à elle seule sortir le Japon des affres de la déflation.

“On ne peut pas résoudre tous les problèmes avec la seule politique monétaire”, a-t-il déclaré lors d'une commission au Parlement.

Il a souligné que les dispositifs actuels d'assouplissement quantitatif et qualitatif, dont l'instauration récente de taux négatifs sur des liquidités déposées par les banques, agissaient dans le bon sens, mais que d'autres éléments devaient jouer pour que l'économie nippone prenne l'élan attendu.

[Japon: la production industrielle rechute de 6,2% en février sur un mois](#)

“Parce que la politique monétaire fait baisser les taux d'intérêt, cela stimule la demande privée et a donc des effets”, a répété M. Kuroda.

Il y a trois ans exactement, le 4 avril 2013, la BoJ décidait d'accélérer et amplifier ses mesures d'assouplissement, en utilisant le levier de l'augmentation de la base monétaire, dans le but d'atteindre son objectif d'inflation de 2% en environ deux ans.

Depuis, le volume de rachat d'actifs a encore été augmenté et le but n'a toujours pas été atteint: l'inflation tourne encore autour de zéro, plombée par la chute des cours du pétrole et d'autres ressources.

Le gouverneur se dit toutefois persuadé que l'objectif peut être atteint, à une échéance désormais fixée à la première partie de l'année budgétaire 2017-2018, soit entre avril et septembre 2017.

Si M. Kuroda semble souhaiter plus d'efforts du gouvernement alors que viennent d'être adoptées des lois de finances, l'exécutif promet d'accélérer autant que possible les débloquages des crédits et en appelle de son côté au secteur privé, à trois mois d'un scrutin sénatorial.

“Nous devons au plus vite faire parvenir cet argent aux citoyens”, a déclaré mardi le chef du gouvernement Shinzo Abe à son équipe, selon les propos rapportés par

les médias à la sortie du conseil des ministres.

“La tendance à la reprise économique du Japon se poursuit, mais il est vrai que les incertitudes internationales sont plus fortes”, a reconnu M. Abe.

Shinzo Abe, Zéro pointé ! L'inflation japonaise au point mort en février

Au Japon, des révoltes éclatent contre les taux négatifs

Le ministre des Finances, Taro Aso, a pour sa part jugé qu'il était temps pour les entreprises d'aider à stimuler l'économie, les invitant à investir.

Ces propos interviennent alors que les entrepreneurs nippons se montrent parcimonieux, limitant les augmentations de salaire de base, et ajustant leur stratégie au gré des soubresauts extérieurs.

L'enquête trimestrielle Tankan de la Banque du Japon sur le “sentiment à court terme” du monde des affaires a révélé la semaine dernière une chute du moral des grandes industries.

Pour autant, jusqu'à présent, le Premier ministre assure qu'il a toujours l'intention d'élever la taxe sur la consommation de deux points (à 10%) en avril 2017, sauf gros accident économique.

Olivier Delamarche: le Japon bien parti pour s'effondrer



<https://youtu.be/WlgF6QPh3IU>

Pétrole: les exportations iraniennes ont dépassé les 2 millions de barils par jour

BusinessBourse Le 05 Avr 2016



La levée des sanctions internationales, en janvier dernier, a boosté l'économie iranienne.

Les exportations pétrolières de l'Iran dépassent désormais les 2 millions de barils par jour grâce à la levée des sanctions internationales en janvier, a déclaré dimanche le ministre iranien du Pétrole, Bijan Namdar Zanganeh, selon l'agence spécialisée Shana. "Les exportations de pétrole et de condensats (hydrocarbures liquides, ndlr) dépassent désormais les deux millions de barils par jour", contre 1,75 mbj il y a un mois, a déclaré Zanganeh. Ces exportations augmentent régulièrement depuis l'entrée en vigueur de l'accord nucléaire et la levée d'une partie des sanctions internationales. Elles avaient baissé à un mjb en décembre 2015 en raison de ces sanctions qui avaient été renforcées en 2012.

Le pétrole poursuit sa chute faute de perspective d'un gel de l'offre

Zanganeh a fait ces déclarations après un avertissement de l'Arabie saoudite indiquant qu'elle ne gèlerait le niveau de sa production de brut que si les grands producteurs, dont l'Iran, faisait de même. "Si tous les pays, dont l'Iran, la Russie, le Venezuela, les pays de l'Opep et les principaux producteurs décident de geler la production, nous serons parmi eux", a déclaré vendredi Mohammed Ben Salmane, le vice-prince héritier du premier pays exportateur mondial de pétrole dans une entrevue à Bloomberg News publiée vendredi. "si quelqu'un décidait d'augmenter sa production, nous ne rejeterons alors aucune opportunité qui se présente", a-t-il ajouté.

Source: [Europe1](#)